

Combattre en jeune socialiste

Texte d'orientation présenté par *Convergences Réformistes* et soutenu par...

Jules Aimé (AF 86), Lucas Armengol (31), Xavier Arnoult (RG 56), Damien Baillet (CF 84), Sandrine Bernard (AF 94), Stéphanie Blanpied (34), Anna Blum (75), Jérémy Brisson-Chiron (AF 16), Sébastien Carrara (AF 80), Simon de Charentenay (BN 34), Alexis Darmois (AF 38), Adrien Degeorges (67), Benoît Degiovanni (13), Astrid Desbuquois (CF 59), Guillaume Descorps (AF 64), Ludovic Devergne (Délégué CCR Poitou-Charentes), Ghita El Khyari (CF 75), Julie Fradin (AF 85), Lucile Guibert (AF 49), Florent Guitton (BN 63), Benjamin Houard (CF 68), Cyril Jayet (RG 92), Nicolas Julien (CF 30), Alban Kerboeuf (AF 22), Annaïg Le Moël (CF 56), Katya Long (77), Thibaut Meunier (AF 63), Cécile Michaux (CF 69), Rémy Oddou (AF 05), Georges Péralès (AF 30), Edouard Portal (CF 34), Sarah Proust (BN 92), Badr Slassi (95), Benoît Schmaltz (AF 74), Johan Tamain (élu CCR Auvergne)...

Pour nous contacter : convref@yahoo.fr

Avant-propos

Partie 1 : Face aux populismes, le socialisme démocratique

1 - Une époque en manque de repères

- A - La mondialisation en question
- B - L'Europe en berne
- C - La France en repli

2 - Les fondamentaux du socialisme

- A - Le réformisme de Gauche
- B - La démocratie
- C - Le développement durable

Partie 2 : Nos combats militants pour l'alternative

1 - Combat mondialisé

- A - Redonner un avenir à l'Europe
- B - Réguler la mondialisation

2 - Combat social

- A - L'économie sociale de marché
- B - Le socialisme de production
- C - Emploi

3 - Combat démocratique

- A - La société des éducations
- B - Une société fraternelle
- C - La lutte contre l'extrême droite

Partie 3 : Un MJS acteur dans la Gauche

1 - Pour une éthique militante

- A - Le rôle prédominant de la formation
- B - La place de l'adhérent

2 - Quel MJS pour 2007 ?

- A - Des réformes nécessaires
- B - Rassemblons !
- C - Les combats militants du MJS pour 2007

Conclusion

Plan d'action national

avant propos

« *L'homme libre est celui qui n'a pas peur d'aller jusqu'au bout de sa pensée* »
Léon Blum

Les militants qui se reconnaissent dans cette motion sont les acteurs d'une aventure générationnelle. C'est une aventure politique qui propose de prendre pleinement possession des moyens qui nous sont offerts pour changer l'ordre des choses. Vouloir déposer un texte à ce VIIème Congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes, c'est considérer que l'utilité de notre organisation dans les événements à venir résulte d'abord du débat idéologique avant le temps du rassemblement.

Dans la continuité du dernier congrès, mais de façon beaucoup plus impérieuse pour celui-ci, il faut clarifier notre orientation collective. En effet, les doutes dont l'orientation majoritaire a fait part au dernier Congrès sur la question européenne, ainsi que la faiblesse du Mouvement lors du référendum du 29 mai 2005 ne peuvent être occultés. C'est mentir honteusement que d'affirmer qu'il n'a pas été douloureux, de surcroît pour les plus jeunes camarades, de s'affronter de la sorte pendant la campagne. Les positions se sont frontalement opposées, les débats ont été déchirants bien que structurants pour chacun. L'histoire est ironique, elle exige maintenant que nous nous rassemblions. Nous sommes les jeunes héritiers d'une idéologie collective et c'est bien elle qui a été fracturée. Sa régénération passera par notre rassemblement, mais dépendra d'abord d'une saine clarification.

Pour que le rassemblement soit véritable, qu'il ne soit pas le produit de la mystification de certains, nous posons la condition de la discussion de fond comme préliminaire à un travail commun. Comme tout les deux ans, il nous faut nous rappeler, jeunes socialistes, s'il y a encore davantage qui nous rassemble plutôt qui nous divise. Si certains Congrès n'ont pas toujours été à la hauteur dans cette tâche, celui-ci revêt une particulière importance dans cette mission.

Dès lors, le sens de notre texte est l'expression d'un point de vue de la jeunesse socialiste. Ce n'est pas un projet gouvernemental, censé cataloguer toutes les mesures à prendre, mais notre vision de la société, des combats qu'il nous reste à mener et de la manière dont on pourrait le faire. C'est donc un choix délibéré de notre part que de refuser d'énumérer tous les thèmes dans lesquels il y faudrait politiquement intervenir. En revanche, ceux déclinés dans notre motion se veulent être les traits saillants des réformes à mener pour être à la hauteur de nos responsabilités.

Ainsi notre responsabilité est claire : provoquer le changement. D'abord le Grand changement de 2007, où notre volonté est de destituer l'Etat de Droite pour le remplacer par un gouvernement progressiste, offrant une perspective résolument de Gauche au pays. Le changement dans le fonctionnement de notre Mouvement aussi, vers plus de dialogue entre les sensibilités et moins de centralisme de la direction nationale. Le changement dans nos modes de militantisme enfin, où notre dessein est de renouveler les pratiques militantes de l'organisation pour construire dès à présent l'avenir des jeunes socialistes qui nous succéderont.

partie I

face aux populismes, le socialisme démocratique

1 - une époque en manque de repères

A - la mondialisation en question

Aujourd'hui, on peut discuter instantanément avec un Brésilien, un Coréen et un Congolais des résultats de la coupe du monde de foot. En une demie journée on est à Tokyo, et on peut y boire un bon Bourgogne. Des associations progressistes internationales voient le jour, et le monde peut suivre heures par heures l'avancement de l'aide internationale à la suite d'un tsunami dévastateur. Pourtant, la fortune des 3 personnes les plus riches au monde dépasse le PIB cumulé des 48 pays les plus pauvres. Trois milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour, et plus de 800 millions souffrent de la faim.

Alors quelle est cette mondialisation ? Elle est autant vendue comme rêve occidental d'une planète à la maîtrise de l'Homme, que comme démon diabolique n'ayant comme unique but que de plonger des millions d'individus dans la misère. Quelle est la bonne analyse ? A notre avis ni l'une ni l'autre, ce n'est ni en Mastercard ni en les zéloteurs actuels du Ché qu'il faut avoir confiance. Se positionner pour ou contre la mondialisation n'a pas de sens. La mondialisation est multiple : culturelle, économique, financière. Or, ses déclinaisons et ses conséquences ne résultent pas des mêmes ressorts. Il nous faut donc analyser les mondialisations et trouver pour chacun les leviers d'action politiques les plus adéquats à la défense d'un monde plus juste et plus solidaire.

On était en 1970 et la sociale démocratie venait à peine d'arriver à bout du capitalisme industriel. On est en 2005, et le capitalisme s'est financiarisé à l'échelle mondiale en dépassant le cadre de l'Etat régulateur, tout en défiant outrageusement les jeunes institutions internationales. Sans céder à l'illusion manichéenne, la mondialisation nous impose de la regarder objectivement et de forger les outils adaptés pour la maîtriser. Cela nous force à repenser notre socialisme. Nous devons intégrer les nouveaux défis environnementaux, les notions de croissance mondiale partagée, de solidarité entre les continents et plus seulement les peuples... Bref, il faut politiser socialement et démocratiquement le monde.

Dans cette perspective, notre combat est central. Nous pouvons jouir en Europe d'une vieille tradition progressiste dont il est notre devoir de mondialiser l'héritage. Vouloir humaniser la mondialisation c'est procéder par étapes. Ne pas mettre à bas l'existant pour croire à l'élévation d'un monde plus juste sur les cendres de l'ancien, nécessite réalisme, détermination, et surtout une espérance inébranlable. Nous maîtriserons la mondialisation par la politique et le droit, s'appuyant sur une Europe robuste et des institutions internationales puissantes.

Telle est notre méthode, car si l'économie continue à primer sur l'humain, tel que c'est le cas actuellement, nous préparons et intensifions l'instabilité du monde pour les générations futures. Si la prise de conscience des populations des pays développés n'est pas encore aboutie, nous nous devons de la devancer car faire de la politique, c'est avant tout anticiper l'évolution des mentalités.

B - l'Europe en berne

Le projet de traité en panne, l'Europe balbutie. Les débats intenses sur l'entrée de la Turquie dans l'Union symbolisent cette remontée de vieilles peurs et leur utilisation à des fins populistes.

L'Europe actuelle est celle des conservateurs et ultralibéraux, « remontés » par les résultats référendaires des mois de mai et juin 2005 en France et aux Pays-Bas. Certains Européens en viennent même à regretter l'introduction de l'Euro et à préférer le retour à leur monnaie nationale. Au-delà de ce simple constat, ces hésitations sur le futur de l'Europe témoignent d'une crise d'identité, d'un repli sur soi engendré par une précarisation de l'emploi et de la vie quotidienne à laquelle les politiques gouvernementales ne répondent pas assez efficacement. Le mal être engendre la peur et le rejet de l'autre. S'il ne convient pas pour nous de stigmatiser ces comportements, il est urgent d'y répondre. Face aux déclarations tonitruantes de populistes surfant sur le mécontentement et l'exaspération des plus fragilisés, la voix des réformistes n'est pas assez entendue au sein de la population européenne.

L'Europe voit un Chirac qui ne trouve comme seule réponse au message envoyé par les Français le 29 mai la remise en cause de l'action de la commission

européenne face aux délocalisations, dans une position traditionnelle du président de la République, « c'est la faute de Bruxelles » sans jamais remettre en question son propre immobilisme et son incapacité à changer le cours des choses.

Que dire de l'attitude paradoxale et irresponsable des députés de la Droite française au Parlement Européen lors de l'examen du projet de directive Bolkestein ? Quand Jacques Chirac tient de tels propos, les députés UMP pratiquent le double langage et empêchent l'adoption d'une directive service révisée, écartant le principe du pays d'origine, les risques de dumping social avec notamment l'application du droit social du pays où le service est rendu en cas de détachement de travailleurs et protégeant les services publics.

C'est la manière bien chiraco-villepiniste de répondre aux inquiétudes des Français exprimées lors de la campagne référendaire ! La Gauche européenne se doit de contrer cette inconséquence et de proposer de nouvelles alternatives et perspectives au projet européen pour lui donner un nouveau souffle et lui permettre de repartir sur d'autres bases. Seule la recherche d'Europe politique, démocratique et sociale forte peut être en adéquation avec nos valeurs socialistes.

C - la France en repli

La France donne l'image d'un pays en panne, où la parole des démagogues de tous bords l'a emporté sur ce qui aurait dû être un acte fondateur. Les forces politiques traditionnelles n'ont pas su convaincre et se retrouvent fragilisées. La Gauche est confrontée comme souvent dans son histoire à un choix quant à la définition de son identité, de sa vocation, de sa mission. Dans le même temps, la Droite n'a d'autre perspective que la simple retranscription du modèle libéral en démantelant toutes les défenses, tous les droits et les protections des salariés ainsi que des plus faibles de notre société.

la Gauche

L'idée que la Gauche traverse une énième crise identitaire n'est pas nouvelle mais les réponses tardent à venir. Sans leader, sans projet, sans perspective et sans souffle, la Gauche laisse béant l'espace qu'elle devrait occuper. Elle vit aujourd'hui un cycle historique déjà éprouvé, celui de la clarification de son rôle et de ses missions. Elle est aujourd'hui face à un triple défi, celui d'une triple définition : idéologique, stratégique et organisationnelle.

Pour sortir de la confusion, la Gauche doit consolider son réformisme et l'assumer devant les électeurs afin de transformer le réel en intégrant sa complexité. La dichotomie faite lors de la campagne référendaire entre un oui élitiste et un non populaire, de même que l'installation du mythe d'un Grand Soir de tous les recommencements, font porter une responsabilité à tous ceux qui ont argumenté en ce sens. A la déception succède le désenchantement. Rupture avec la Droite, nous dit-on ? Oui, et après ? Qui ne serait pas d'accord ? La seule question est : quand on dit cela, que propose-t-on réellement ?

Nous devons également être critiques quant à nos actions face au gouvernement. Il ne suffit pas de surfer sur le mécontentement social, il nous faut proposer une véritable alternative, visible et comprise par les Français. Il nous faut contrer la thèse développée par la Droite qui détourne la notion de réforme et la définit comme une remise en cause de la « philosophie sociale solidariste ».

la Droite

La Droite est fidèle à elle-même, entre conservatisme et ultra-libéralisme. Sa politique conduit à une plus grande fragilisation de la société française, au démantèlement du cordon social, au mépris de toute idée de justice. La France du gouvernement de Villepin, qu'elle est-elle ? Celle du tout répressif et sécuritaire, de la mise en avant d'un dialogue social qui n'a jamais lieu, d'une France où 25% des jeunes sont au chômage. Elle ignore les difficultés de ses enseignants, de ses chercheurs et de son système de santé qu'elle est incapable de réformer. Elle ne s'intéresse qu'à une minorité constituant son réservoir électoral sous forme de cadeaux inacceptables parce qu'ils visent les plus privilégiés.

Aux inquiétudes, le gouvernement répond par la résurgence de la guerre scolaire par la voix de son ministre de l'éducation nationale prônant l'égalité de moyens entre le public et le privé. Le contrat nouvelle embauche qui s'apparente à un nouveau droit de licenciement, sans motif, sans procédure et sans recours avec une période d'essai de deux ans appelée cyniquement « temps de consolidation de l'emploi ». Dans le même temps, la Droite nous habitue à son duel de « coqs » entre l'héritier naturel et le régicide. La différence de styles ne cache pas la ressemblance des solutions apportées par les deux hommes face au malaise de la société française.

2 - les fondamentaux du socialisme

Pourquoi sommes-nous socialistes ? Parce que ce monde, avec ses inégalités et ses injustices, ne nous satisfait pas. Les rapports sociaux actuels ne sont pas le fruit d'une nécessité ou d'une fatalité. Ils se sont imposés historiquement, et notre engagement de socialistes nous conduit à les refuser. Parce que nous militons pour une société plus juste où chacun a sa place et sa dignité, nous pensons qu'il est possible de mettre en place une plus grande solidarité et un meilleur partage des richesses.

Ces objectifs sont les nôtres, ils ne peuvent être atteints en un seul jour, mais ils sont des idéaux régulateurs pour notre action quotidienne. Le socialisme ne passe pas par la violence. L'heure n'est plus au choix entre le réformisme et la révolution. C'est dans le respect du contrat social qui unit les citoyens à leurs représentants que son action peut s'inscrire. C'est donc par la mise en œuvre des moyens de l'Etat et dans le cadre strictement démocratique.

A - le réformisme de Gauche

Comme l'a théorisé Edouard Bernstein au début du XX^{ème} siècle, le réformisme consiste à préférer un petit pas à l'immobilité, le progrès, même partiel, à l'attente vaine d'un hypothétique Grand Soir. Loin de revendiquer une « politique molle », une « politique floue », d'engendrer une « trahison de classe », le réformisme s'inscrit dans le mouvement. La fin se conjugue avec les moyens : avancer pas à pas, réforme par réforme, vers l'accomplissement du possible. Notre méthode fait fond.

A l'inverse, certains pratiquent la surenchère, exigeant d'aller au-delà du possible. En vérité une telle stratégie, aussi séduisante qu'irréaliste nous condamne à l'impuissance politique. Dans ces conditions, où passe la défense des droits des plus faibles ? Où passe notre idéal de justice sociale ? A la trappe.

Contre ces postures cyniques, néfastes pour la Gauche et le progrès, notre rôle de socialistes est de comprendre la réalité, pour mieux agir sur elle et la transformer. Nous avons le devoir moral et politique de ne pas tromper les citoyens, et de ne pas sombrer dans la démagogie ou l'opportunisme - et encore moins pour des questions purement tactiques.

Ce que nous voulons, c'est le progrès par la réforme, sans cacher les difficultés et les obstacles à nos concitoyens. Dire la vérité, c'est se donner les

moyens de progresser. Si nous faisons le choix de la démagogie, jamais nous ne gagnerons la confiance des citoyens. Si nous avons recours aux illusions, nous ne pouvons attendre qu'ils s'engagent avec nous sur le long terme.

Les moyens de communication et d'information actuels permettent à chacun d'être plus exigeant, à nous d'en être à la hauteur. Nous ne pouvons pas demander aux citoyens de nous soutenir pendant deux ans, pour ensuite, une fois les illusions dissipées, nous supporter pendant trois ans, avant de nous renvoyer chez nous à la fin de la législature. Nous avons besoin d'une confiance durable, qui permette à nos politiques de prendre de l'ampleur, sans être interrompues tous les cinq ans, et d'être détricotées par une Droite revancharde.

Nous avons besoin de temps et de rigueur pour réformer la société. Ces deux facteurs ne peuvent nous être donnés que si nous avons confiance en nos concitoyens, en leur capacité à comprendre le réel et ses contraintes. Mais nous n'aurons le pouvoir, suite à la délibération collective du peuple, que si nous nous astreignons nous-mêmes à ne pas travestir notre puissance de changement. Nous sommes persuadés que devenir plus sincère, plus franc, plus direct ne signifie pas renoncer au rêve comme nous l'entendons si souvent.

Mais quel est ce rêve qui nous pousse à refuser de travestir la réalité et la confiance des citoyens ? C'est celui de l'éthique politique. Celui qui prend le risque d'admettre ses possibilités face aux obstacles et aux contraintes de l'action. Celui qui permet d'abord de mieux impliquer chacun dans l'action publique et l'intérêt général. C'est celui qui, du fait de l'attention et de la connaissance accrue de nos électeurs, nous mène surtout à devenir plus rigoureux et exigeant avec nous-même, à être toujours plus ambitieux collectivement.

En affirmant nos objectifs à long terme, tout en éclairant sur le véritable chemin qui nous est offert pour y parvenir, nous rendons notre discours plus légitime. Notre ambition n'est pas le suffrage des électeurs, mais de mériter leur confiance.

Plusieurs obstacles naissent sur le chemin de ce « parler vrai » que nous érigeons en principe intangible de l'action politique. D'abord le temps médiatique, temps de l'émotion incontrôlée, qui nous presse de changer de sujet du jour au lendemain et qui exige des réponses binaires à des questions complexes. Cela occulte la réflexion collective, qui seule, porte des solutions à long terme. Ensuite une attitude légitime de réaction, d'attente des événements, trop souvent répandue, qui empêche de

prenons le temps de clarifier...

la social-démocratie

Citant Karl Marx, Georges Labica fait remonter les origines de l'actuel courant social-démocrate à la révolution de 1848, date à laquelle " *une coalition entre petits-bourgeois et ouvriers enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie* ".

C'est en Allemagne que des débats apparaissent au sein de la social-démocratie à la fin du XIX^{ème} siècle, puisque certains - notamment Bernstein - proposent une révision du marxisme afin de s'orienter vers le réformisme. Ils sont battus au congrès d'Erfurt de 1899, le dirigeant du SPD (Parti social démocrate allemand) August Bebel déclarant : " *Je ne tolérerai pas qu'on brise la colonne vertébrale de la social-démocratie, qu'on remplace son principe : la lutte de classe contre les classes possédantes et contre le pouvoir d'Etat, par une tactique boiteuse et par la poursuite exclusive de buts soi-disant pratiques* ". Rosa Luxemburg consacra un ouvrage, *Réforme sociale ou révolution ?*, à combattre ce courant.

Mais, malgré cette défaite, les fondations étaient posées de ce qui sera à partir du XX^{ème} siècle le courant social-démocrate. En effet, le début de ce siècle est marqué par cet antagonisme émergent entre la réforme et la révolution. Le point culminant en est certainement, pour nous Français, le Congrès de Tours de 1920, lors duquel Léon Blum, alors minoritaire face aux communistes, promet de garder la " *vielle maison* ", ce qui signifie résister aux sirènes du communisme triomphant en Union Soviétique. En Allemagne, la rupture est plus franche puisque qu'au Congrès de Bad Godesberg de 1959, le SPD vote l'abandon de toute référence au marxisme et adopte la doctrine : " *le marché autant que possible, l'intervention publique autant que nécessaire* ". C'est pourquoi l'extrême gauche considère les sociaux démocrate comme des traîtres à la cause révolutionnaire, puisqu'en divisant la Gauche entre réformistes et révolutionnaires, ils empêcheraient le soulèvement du peuple contre l'Etat bourgeois.

Si l'on peut dire que la sociale démocratie trouve son parangon dans le SPD allemand, il est aussi aisé de dire que tous les partis de Gauche qui en Europe prétendent gouverner par la réforme, sont sociaux-démocrates. C'est un héritage vaste que celui de se revendiquer social-démocrate, mêlant de surcroît les particularismes de chaque pays. Le nôtre est en la matière bien spécifique. En effet, deux éléments caractérisent la sociale démocratie classique : l'acceptation de la règle du marché concernant l'économie (en rupture donc avec le dirigisme communiste) et la pratique de la cogestion, basée sur une forte syndicalisation des travailleurs.

C'est précisément sur ce point que la France est particulière. Sans être étatisée, la gestion économique par le socialisme de 1981, et notamment par les nationalisations, tendait plus à s'éloigner de l'acquis social-démocrate qu'à de le mettre en oeuvre. De plus, si les grandes sociales démocraties d'Allemagne et du Nord pratiquent véritablement la cogestion, le taux de syndicalisation en France ne le permet guère. Le débat sur l'identité sociale démocrate au sein du Parti socialiste français est donc faussé et ne saurait se résoudre que par l'intégration européenne. Dès lors, si nous pensons que la question de l'identité socialiste française est complexe nous considérons en revanche, que celle du Parti Socialiste Européen ne se pose pas puisqu'il est, lui, clairement social démocrate.

prendre les devants, et de mener des véritables politiques de prévention. Le long terme est essentiel en politique, à nous de le remettre au cœur de notre action.

B - la démocratie

La social-démocratie, depuis ses origines, a toujours été un fidèle soutien du pluralisme démocratique. L'adhésion libre des citoyens à son projet plutôt qu'à d'autres visions du monde a toujours été une priorité, contre un modèle autoritaire de parti unique. La démocratie, ce n'est pas seulement le moyen par lequel nous pouvons parvenir au pouvoir. Le vote, et l'adhésion de la majorité du peuple à un projet, c'est le fondement de la légitimité de l'action publique, c'est le fondement de notre République. Elle est aussi un indicateur de la confiance citoyenne qui aujourd'hui est au plus bas et doit nous contraindre plus que jamais à modifier notre conception de la politique.

Aujourd'hui, la base de ce qui fait notre vivre-ensemble est en crise. L'abstention est récurrente, et elle atteint des sommets. Le vote d'Extrême droite en progrès constant révèle l'état d'incompréhension, de mécontentement et de doute dans lequel se trouvent les électeurs.

Face à ces constats effrayants, il est de notre devoir de trouver des solutions. La démocratie est au cœur de notre action - Jaurès écrivait que « *la démocratie, c'est le socialisme jusqu'au bout* » -, et sans elle, il n'est pas de progrès qui tienne. Un monde où chacun participe à la prise de décision, cela nous satisfait. Mais un monde où la prise de décision collective est faussée par des messages de désespoir ou d'inquiétude qui ne trouvent pas d'autre lieu pour s'exprimer, ne peut que nous faire douter de la santé politique de notre pays.

La classe politique, et en particulier la Gauche, dont on attend toujours plus et mieux, est au pied du mur. L'exemplarité des élus doit être un impératif toujours plus vigoureux - et elle est un préalable au retour de la confiance de nos concitoyens en la politique. Le cumul des mandats (y compris dans la durée) doit être proscrit, car personne ne peut remplir efficacement deux missions à la fois. La parité est une obligation légale - nous en sommes fiers - , elle doit devenir une réalité.

L'exemplarité des élus, si elle est une condition nécessaire à la rénovation de la vie publique, n'est pas une condition suffisante. D'autres chantiers sont à mettre en œuvre et à poursuivre. L'association des citoyens à la décision politique est une pratique très intéressante. L'abstention n'est

pas toujours le signe d'un désintérêt des Français vis-à-vis de la politique ; elle est aussi la manifestation du fait qu'ils ne s'y reconnaissent pas, qu'elle leur paraît lointaine et désincarnée. Avec plus de sincérité, plus d'implication du citoyen dans la prise de décision et la réflexion qui y conduit, c'est toute notre démocratie qui retrouverait son sens. La remettre au cœur de la vie de tous les jours, par des conseils de quartier, des comptes-rendus de mandat, en inventant encore des nouvelles formes de délibération collective et publique, c'est un moyen aussi de rendre confiance, de montrer que la politique est au cœur de la vie de chacun. Il faut donc remettre en cause l'image actuelle très hiérarchisée et inintelligible de la classe politique, par un certain nombre de réformes de proximité.

C - le développement durable

La médiatisation de plus en plus soutenue des catastrophes environnementales immédiatement visibles (cyclones probablement liés au réchauffement climatique...) ou rampantes (problèmes sanitaires type amiante, recul de la biodiversité...) a engendré un mouvement général de récupération de la question environnementale par les partis et groupes politiques. L'expression « développement durable » a ainsi fait son apparition dans tous les discours, dans tous les programmes. Mais pour beaucoup il ne s'agit encore que d'une forme modernisée de l'écologie.

Au contraire des thèses écolo-radicales de la décroissance, parler développement durable permet de laisser ouverte la perspective d'un développement par le progrès économique. Mais ce développement doit être conçu de manière à prendre pleinement en compte la nécessaire protection de l'environnement et assurer des conditions sociales décentes pour tous ses acteurs. Le développement durable se schématise en effet par la conjonction des trois sphères de l'économie, de l'environnemental et du social. Le développement économique n'est ainsi qualifié de durable que dans la mesure où il est socialement équitable et écologiquement soutenable.

S'engager dans une telle démarche conduit à repenser notre mode de développement de manière globale du niveau local jusqu'au niveau mondial. Pendant longtemps les occidentaux se sont réservés le bénéfice du développement par la jouissance à bon marché des matières premières et des sources d'énergie comme le pétrole. De cette gestion mondiale des ressources a résulté un état de développement mondial inégalitaire entre le Nord et le Sud, un développement socialement inéquitable. La démocratisation de l'accès à ces ressources pour

tous les pays permet certes un rattrapage social, comme en atteste l'augmentation globale du niveau de vie en Chine ou en Inde, mais va surtout conduire à une gigantesque faillite environnementale, tant sont limitées les ressources naturelles et la capacité de résistance aux pollutions de notre planète. De plus, ces Etats adoptant le modèle des pays développés en reproduisent aussi les inégalités sociales internes, qui plus est en les exacerbant.

Cette recherche d'un compromis entre niveau de développement, partage équitable des fruits de celui-ci et préservation de l'environnement naturel ne peut aboutir que par la participation de chacun des acteurs du développement. Industriels et autres entrepreneurs, consommateurs, Etats et organisations internationales, ONG, collectivités publiques, associations, citoyens,... doivent s'engager dans cette démarche. Le développement durable ne se décrètera pas par la puissance publique, aussi forte pourrait-elle être. Il est la synergie des compromis construits par chacun des acteurs qu'ils soient publics ou privés. Ainsi réfléchir en termes de développement durable conduit nécessairement à mettre en œuvre des stratégies participatives.

Les socialistes n'ont pas à être en reste sur le sujet. Lorsque l'on passe en revue les éléments de définition du développement durable il est d'évidence que ce concept fait appel aux fondamentaux sociaux démocrates : la solidarité, le partage du progrès et des richesses, la dignité humaine, l'internationalisme, la démocratie, l'action collective couplée à la responsabilité individuelle, et enfin le réformisme.

La promotion du développement durable par nous socialistes n'est pas une réponse dogmatique à tous les problèmes en cause. Il nous reste en effet à donner du corps à ce concept pour chacun des problèmes concrets posés. Pour ce faire nous sommes invités à faire preuve d'une débordante inventivité. Cela nous pousse ainsi à sortir de nos interrogations sans fin sur l'économie de marché et sur nos complexes, et à définitivement adopter une identité réformiste. En effet bâtir des stratégies de développement durable consiste en l'élaboration de nouvelles formes de régulations efficaces du marché.

Jeunes socialistes nous devons veiller à ce que dans les propositions et les actions des socialistes le développement durable ne soit pas que le cache sexe de simples actions sectorielles en faveur de l'environnement ou pire encore un simple cosmétique électoraliste.

Dévoyer le développement durable à des fins publi-

citaires est malheureusement monnaie courante. Comme souvent le mauvais exemple est venu du sommet de l'Etat. Pour bien montrer l'attachement des conservateurs de l'UMP à la problématique environnementale et décliner au plan intérieur les plaidoyers enflammés de Chirac sur le développement durable, JP Raffarin a rebaptisé en 2002 le ministère de l'environnement, ministère de l'écologie et du développement durable. Or, le changement s'est arrêté là puisque le dit ministère a continué comme par le passé à ne gérer qu'une politique sectorielle de l'Etat, celle de la protection de l'environnement. En aucun cas on ne lui a confié la charge de piloter une politique de développement durable devant s'appliquer globalement à tout le Gouvernement. Au contraire l'autorité du ministère a même été rabaisée puisqu'il n'a été confié qu'à des personnages dépourvus d'influence politique (Roselyne Bachelot, Nelly Olin...). Pire ses moyens financiers déjà très faibles ont encore été réduits.

Le développement durable, s'il est pris en considération par le gouvernement, par une collectivité publique ou par une entreprise, doit irriguer la politique de ceux-ci de manière transversale. Ayons toujours à l'esprit deux principes fondamentaux :

Le principe d'intégration : il conduit à ce que la prise d'une décision soit toujours précédée d'une prise en compte de ses conséquences sur les plans environnemental, social et économique.

La participation : il implique la participation du plus grand nombre des acteurs concernés à la prise de décision en ce qui concerne les décisions publiques et implique également la sphère privée dans la démarche de développement durable, l'action de l'Etat en la matière étant de loin insuffisante. En les mettant en œuvre dans nos démarches politiques nous resterons fidèle à la « méthode développement durable », nouvelle boussole réformiste des socialistes.

partie 2

nos combats militants pour l'alternative

A - redonner un avenir à l'Europe

L'Europe est aujourd'hui en crise. Au lieu du soulèvement promis par les détracteurs du traité, nous avons des institutions bloquées, un budget qui n'est pas adopté, des pays qui se replient sur leurs intérêts égoïstes. Les récents résultats électoraux en Allemagne et encore plus en Pologne n'incitent guère à l'optimisme.

Il faut inventer un nouveau mythe pour l'Europe, si nous voulons la réconcilier avec ses citoyens. Il n'y a pas d'autre choix pour la social-démocratie européenne, qui ne peut s'accommoder ni d'un repli nationaliste, ni que l'Union Européenne soit réduite à une zone de libre échange.

Cette ambition, ce projet directeur, nous le voulons plus que jamais politique, et non plus seulement économique. Pour une Europe progressiste, une Europe de la recherche et de la solidarité, une Europe des peuples. Ce n'est pas l'ambition que refusent les peuples européens, mais la stagnation.

Pour une nécessaire conciliation des impératifs d'élargissement et d'approfondissement

Une Europe élargie doit inclure la Turquie : le débat sur l'entrée d'un pays au sein de l'Union n'a peut être jamais été aussi biaisé que dans le cas turc. Nous rappelons avec force que nous souhaitons l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Rappelons une évidence, qui pourtant ne semble pas en être une pour certains agitateurs d'épouvantails : la Turquie ne rentrera que lorsque les critères de Copenhague seront remplis : critères politiques (régime démocratique, primauté du droit, respect des droits de l'homme et des minorités, reconnaissance du génocide arménien) et la reprise de l'acquis communautaire (qui implique évidemment la reconnaissance de l'Etat de Chypre). Le débat doit s'en tenir strictement là, et nous condamnons l'hypocrisie et le racisme culturel et religieux insidieux des déclarations de certains responsables politiques.

Promouvoir la construction d'une véritable Europe politique : l'Europe politique que nous souhaitons passe par différentes mesures, dont certaines étaient présentes dans le traité constitutionnel

rejeté par les Français le 29 mai dernier. Dans notre volonté de voir un jour l'avènement d'une Europe fédérale, nous souhaitons un transfert de compétences accru des Etats vers l'Union, ce qui passe nécessairement par le renforcement de la légitimité de l'Union au sein des opinions publiques. Nous souhaitons la création d'un Président de l'Union Européenne, qui serait élu au suffrage universel direct, ainsi que la création d'un ministre des Affaires étrangères qui serait responsable devant le Parlement. Le Parlement, seul organe actuellement élu au suffrage universel, doit avoir l'initiative législative et budgétaire.

Mais pour faire une Europe politique, ayant comme horizon la construction d'un Etat fédéral, il faut peut être envisager, au moins dans un premier temps, des associations plus restreintes. Plusieurs pistes sont possibles: le noyau franco-allemand pourrait être encore renforcé. Au delà, l'ensemble des pays de la zone euro pourraient s'unir à certaines initiatives. Il paraîtrait logique que les pays de la zone euro, partageant la même monnaie, constituent ensemble, par l'institutionnalisation de l'Eurogroupe, les prémisses d'un gouvernement économique européen. Ce gouvernement, au sein duquel serait élu un ministre européen des finances, doit servir de contrepoids à la politique monétaire de la BCE et ainsi défendre des objectifs de croissance et d'emploi. La défense est un autre domaine prioritaire de cette construction plus fédéraliste au sein de l'Union actuelle, qui passe par la mise en place progressive de forces européennes de défense communes.

pour l'Europe sociale

L'Europe sociale, priorité de tous les socialistes, passe par une protection sociale pour tous : l'instauration d'un revenu minimum européen, au *pro rata* du coût de la vie de chaque Etat membre, devient urgente. Dans le même esprit, la rédaction d'un Code du travail européen poserait les fondations de l'Europe sociale. Le premier des droits sociaux européens pourrait être la sécurité sociale professionnelle, et on pourrait envisager pour cela la création d'un fonds européen de soutien aux salariés victimes des restructurations.

Mais l'Europe sociale ne sera possible qu'avec l'augmentation substantielle du budget européen.

Pour financer cet accroissement budgétaire, l'Union doit se doter de la possibilité d'emprunter, mais aussi d'un impôt européen sur les sociétés, permettant de financer un effort en matière d'aménagement du territoire. Cela pourrait constituer un progrès aussi bien pour la démocratie que pour l'incitation à la maîtrise budgétaire. Si l'harmonisation fiscale est un objectif qui prendra du temps, elle doit passer dès maintenant par l'interdiction des régimes fiscaux déloyaux et des paradis fiscaux intra-européens.

pour un développement solidaire européen

Afin d'avancer vers une économie de la connaissance, la recherche doit être la priorité budgétaire de l'Union ; il faut démocratiser l'enseignement supérieur, mais aussi investir massivement dans la recherche par le biais de la création d'une agence européenne pour la recherche.

Il faut également créer une véritable politique industrielle européenne avec une vision stratégique. Une politique active de soutien des secteurs en développement est nécessaire, parallèlement à un financement de la restructuration des secteurs en crise. Pour développer les échanges et la mobilité indispensables à cette politique, il faut poursuivre le développement des infrastructures du transport européen. L'Europe doit également se doter de critères de convergence écologique, dans une vision durable du développement économique.

pour une démocratie européenne de participation

Nous ne pourrions défendre de telles propositions que si nous sommes nous mêmes de véritables militants européens. Notre seul cadre d'action doit être la social-démocratie européenne. Le MJS devrait intégrer son bureau national à la prise de décision sein des jeunes socialistes européens en organisant le débat interne sur ses prises de positions au sein d'ECOSY. Il est temps que le PSE et ECOSY cessent d'être de simples structures encadrantes pour devenir des organisations à part entière, avec tout ce que cela suppose : adhérents de plein droit, et non par le biais d'une carte PS ou MJS, Congrès réguliers.... Le PSE serait ainsi seul habilité à accorder les investitures pour les élections européennes. Ce n'est qu'en dépassant nos réflexes nationaux que nous pourrions inciter nos concitoyens à le faire.

Nous souhaitons dans cet esprit que tous les suffrages européens se déroulent enfin à l'échelle qui est la leur : constitution de listes européennes, consultations dans toute l'Union le même jour, que ce soit pour l'élection de représentants ou des consultations populaires, que nous appelons également de

nos vœux pour renforcer la démocratie et le sentiment citoyen d'appartenance à l'Union.

Enfin, l'avènement de la nation européenne passera aussi par l'école, en créant par exemple un enseignement spécifique de l'histoire européenne. Généraliser le programme Erasmus irait également dans ce sens. C'est en faisant entrer l'Europe dans le quotidien des citoyens qu'ils deviendront des Citoyens Européens.

B - une mondialisation régulée

Aujourd'hui, l'Irak est sur le point d'adopter une Constitution. Pour les Etats-Unis, c'est l'affichage d'un relatif succès, la victoire du « Monde Libre » sur « l'Axe du Mal ». Mais aujourd'hui, le Président américain théorise avant tout une victoire de la démocratie. Or, nous sommes là face à deux conceptions antagonistes. D'une part, celle de W. Bush et de ses conseillers qui considèrent que la démocratie s'impose par la force, qu'elle est uniforme et répond aux mêmes exigences de façon absolue et universelle. D'autre part, celle que nous défendons qui consiste à penser que la démocratie est un apprentissage, une méthode, qui s'applique dans le temps et sans le recours à la force.

Cette situation nous force à poser la question de notre vision des relations internationales. Face à la politique impérialiste et messianique de l'administration Bush, inspirée par des néoconservateurs ultra religieux, il est de notre devoir d'euro-péens de mettre en place un véritable multilatéralisme.

L'Europe a un modèle, nous socialistes, avons un modèle et un projet à défendre. Celui d'une organisation du monde qui a pour objectif de répondre aux maux communs de toute l'humanité : inégalités, manque de démocratie, fragilité des écosystèmes planétaires.

partager richesses et pouvoir à l'échelle du monde

Aujourd'hui le pouvoir politique est entre les mains des Etats, le pouvoir économique au sein des entreprises transnationales. La politique doit réinvestir le territoire du marché, d'où le rôle essentiel d'institutions internationales comme l'OMC, hélas par ailleurs peu soucieuse d'environnement et des droits des salariés, qui appliquent le principe « un Etat, une voix » : les pays du Sud y sont majoritaires, et l'ont démontré lors des dernières réunions en lien parfois avec les ONG. Pour réformer les organisations internationales, nous proposons :

- Que l'OMC encourage dans un premier temps, et impose dans un second temps le respect des critè-

prenons le temps de clarifier...

le marxisme

Contribution la plus médiatique du socialisme, le marxisme l'a rapidement absorbé pour en apparaître comme indissociable. Pourtant, il existe, avant le " socialisme scientifique " de Marx et Engels, un " socialisme utopique " porté par Owen, Fourier, Saint-Simon ou Proudhon.

La distinction essentielle du modèle marxiste réside dans la différence entre la superstructure et l'infrastructure. L'économie (l'infrastructure) commande les changements sociaux, politiques et culturels (la superstructure). Pour Marx, " *l'histoire de toutes les sociétés humaines n'est que l'histoire de la lutte des classes* ". Il distingue au cours de l'histoire trois modes de production : l'esclavagisme, le féodalisme et le capitalisme. Ces différents modes de production correspondent à des conditions matérielles déterminées historiquement. Le développement des moyens de production modifie les conditions économiques, celles-ci conduisent à une perception différente du monde et amènent de ce fait au pouvoir de nouvelles classes sociales qui modifient à leur tour les rapports et les modes de production. A terme, le mouvement de l'Histoire conduit, selon lui, à l'instauration d'une société sans classe, fondée sur des rapports économiques égalitaires. Mais, avant cela, tant que le capitalisme reste présent dans le monde, les peuples qui s'engageront dans ce chemin devront instaurer une période transitoire de "*dictature du prolétariat*" pour empêcher tout retour en arrière.

En ce qu'elle affirme que l'économie commande à l'évolution du monde, cette conception nous semble restrictive et discrédite toute volonté de transformation sociale par la politique. D'ailleurs, le succès du marxisme a été plus idéologique qu'économique ; ne serait-ce pas là un paradoxe de la distinction infrastructure / superstructure ? De plus, notre conviction de la primauté du politique sur l'économique ne peut se contenter de cette affirmation marxiste.

Plus encore, pour nous sociaux démocrates, la lutte des classes compromet durablement les initiatives de cogestion voire d'autogestion des entreprises. La démocratie sociale est rendue suspecte et la société coopérative ouvrière de production (qui littéralement donne le pouvoir aux ouvriers dans l'entreprise) est naturellement dénigrée par les mouvements marxistes au nom d'un refus de transformer les ouvriers en patrons.

De plus, le "matérialisme historique" prend bien souvent des allures messianiques. Appelant de ses vœux une société sans classe proche symboliquement de la cité de Dieu, il entretient l'illusion et discrédite toute volonté de réforme et d'amélioration de la condition ouvrière. Marx récusait ainsi la proposition d'un salaire minimum au motif qu'il éloignerait les prolétaires de l'objectif révolutionnaire.

Le Manifeste du Parti Communiste prévoyait enfin certaines mesures bien éloignées de notre idéal démocratique et il a fallu attendre la Commune de Paris pour qu'en 1872, Marx et Engels prennent leurs distances avec l'action violente dans la préface de cet ouvrage réédité. Lénine, conscient de l'immaturité des sociétés (et en particulier la société russe) a proposé une période transitoire : la dictature du parti vu comme une avant-garde éclairée. Or l'ensemble des révolutions marxistes du XX^{ème} siècle n'a retenu que cette phase engendrant une nouvelle classe dominante : la *nomenklatura*. S'il est indéniable que le marxisme est idéologiquement fondateur, historiquement c'est un échec.

res de Kyoto aux pays membres, et de l'Organisation Internationale du Travail. Il est inadmissible qu'on puisse bénéficier de règles commerciales particulières tout en détruisant l'environnement et en exploitant les salariés.

- Une égalité de moyens pour les Etats membres. Aujourd'hui, une vingtaine de pays ne peut pas se payer une représentation permanente au siège de l'OMC !

- Mieux partager le pouvoir signifie aussi le rendre lorsqu'on en possède des pans abusifs. Cela signifie l'unification de la représentation internationale des pays de l'Union européenne.

Pour partager les richesses au niveau mondial, nous proposons :

- Une réorientation des politiques commerciales des pays du Nord. Les subventions du Nord, en particulier dans l'agroalimentaire, sont nocives pour le Sud car elles faussent la donne commerciale en permettant à nos agricultures productivistes de mettre en péril les petits agriculteurs du Sud. Il ne s'agit pas de les supprimer d'un seul coup, mais de diminuer l'intervention publique dans ce domaine pour la réaffecter vers la demande intérieure et les investissements publics en recherche et développement que cela implique. Cette réorientation doit être un axe programmatique de tous les membres concernés de l'Internationale socialiste.

- L'instauration d'un impôt sur les bénéficiaires de la mondialisation sous la forme d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés de chaque pays. Une telle mesure peut être mise en œuvre unilatéralement, par exemple au niveau européen, sans attendre un chimérique accord mondial, ni même l'accord de tous les membres de l'Union Européenne.

- Une augmentation de l'aide publique au développement, qui doit passer par l'Union européenne au-delà des contingences nationales. Il s'agit de transférer un pourcentage croissant du PIB européen (0,7 %, puis 1 % d'ici à 10 ans) vers les pays en développement et d'annuler la dette des pays du Sud sous condition du respect de critères éthiques et démocratiques. Il sera sans doute plus efficace encore de soutenir les actions de coopération décentralisée menées par les collectivités locales européennes et peuvent mener jusqu'à des initiatives du Sud relayées par les collectivités du Nord, comme le Fonds de Solidarité Numérique né de la volonté commune du président du Sénégal et des maires de Lyon et Genève de propager les NTIC.

l'Afrique n'est pas une réserve protégée

Entre ignorance, culpabilité masochiste et néo-colonialisme, il y a peu de marges pour une politique française vis-à-vis de l'Afrique. Sans parler d'actions ignobles, quand les députés UMP votent un amendement visant à faire reconnaître dans les livres l'influence dite « positive » de la colonisation. De tels agissements marquent une banalisation du colonialisme due au refus d'entretenir la mémoire française dans ce domaine. Certains hommes politiques français ne se vantent-ils pas de compter parmi leurs amis des dictateurs de nos anciennes colonies ? Au-delà, nous proposons :

- L'ajout aux critères de soutien des Etats africains pour les reconnaître comme de véritables démocraties l'absence de délits d'opinion, la fin des arrestations arbitraires, l'abolition de la torture, le respect de la liberté de la presse et de l'indépendance de la Justice.

- Renforcer l'aide publique au développement et de la coopération décentralisée, une action particulière vers l'Afrique avec en particulier un soutien au développement de l'éducation, de l'école à l'université. Que des étudiants africains viennent se former en France, c'est bien, que tous les étudiants africains reçoivent un enseignement et des moyens à la hauteur de ceux requis, c'est mieux.

- Un partenariat privilégié de l'Union Européenne avec l'Union Africaine, qui manque de moyens mais voit émerger en son sein une volonté politique d'intégration régionale allant plus loin que la simple diplomatie de vitrine. L'aide publique au développement ne doit plus être dispensée par les Etats européens, que certains pays, au lourd passé colonial, détournent pour maintenir des régimes à leur botte au sud de la planète mais doit passer par l'échelon européen, pour échapper aux intérêts néo-coloniaux.

l'internationalisme n'est pas un dîner de gala

Nous proposons que les jeunes socialistes deviennent acteurs d'une action internationale collective. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le MJS doit se décentraliser et permettre par exemple que l'initiative de débats nationaux vienne de fédérations. Par capillarité, l'internationalisme des jeunes socialistes doit s'échapper des bureaux de Solferino et irriguer tout le mouvement. De là, nous n'irons plus aux forums sociaux les mains vides.

2 - un combat social

A - l'économie sociale de marché

Disons le, l'Etat d'après guerre tel que l'ont connu nos grands-parents et nos parents est à l'agoni, le rêve des libéraux est en passe de se réaliser, l'Etat ne survivra pas à notre génération, l'idéal socialiste non plus, si rien n'est fait.

L'Etat, levier d'action des socialistes est pris entre deux forces qui bien qu'opposées par leur objectif et leur nature, n'en demeurent pas moins de puissants dissolvants de l'Etat.

La première est de nature économique, il s'agit de la dernière mue du capitalisme qui, en devenant financier et mondialisé, a accéléré la création d'inégalités et concomitamment l'affaiblissement de l'Etat, qui n'est plus en mesure de réduire les inégalités de manière satisfaisante et durable.

La seconde est de nature politique et a vocation à contrer la première, il s'agit de la construction européenne. En effet, après la paix, l'objectif de l'Europe est bel et bien pour nous de redonner aux citoyens un levier politique pour agir sur ce monde de plus en plus façonné par la seule réalité économique.

Face à ce constat, nous jeunes socialistes, refusons de sombrer dans l'incantation nostalgique des solutions du passé qui au final ne servent qu'à rendre la pilule de la résignation que plus amère. Nous voulons en revanche participer à la rénovation de la doctrine socialiste, afin de changer les outils pour sauver notre idéal. Débarrassons-nous des cendres pour conserver la flamme.

Pour y parvenir, nous voulons d'abord redéfinir le rôle de chacun des acteurs porteurs d'une partie de l'intérêt général pour disposer de leviers efficaces de transformation sociale dans un contexte d'économie capitaliste mondialisée. Ensuite, nous proposons d'ajouter au socialisme de la redistribution, toujours nécessaire mais insuffisant, un socialisme de la production.

Faire entendre l'intérêt général et le développement solidaire dans une économie capitaliste mondialisée

Plusieurs acteurs de notre société sont légitimes à incarner l'intérêt général, certains sont publics : Union Européenne, Etat, collectivités locales, hôpitaux. D'autres sont privés : associations, mutuelles, entreprises de l'économie solidaire et sociale, SEM,

SA participant au service public etc.

Plutôt que de simplement regretter le mythe du "tout public", nous devons défendre la richesse que cette multiplicité d'acteurs constitue. Mais un nombre important d'acteurs dans le champ de l'intérêt général, synonyme d'une société démocratique et moderne, nous oblige à réorganiser sans cesse le rôle des uns et des autres, pour éviter l'impuissance et permettre de faire entendre l'intérêt général dans une économie capitaliste mondialisée.

Nous ne pouvons nous satisfaire des seules promesses de croissance économique tant il paraît dérisoire et vain de limiter les besoins humains à des considérations marchandes. Construisons le développement solidaire !

Notre orientation doit s'appuyer sur un développement qui mette l'accent sur les besoins non-marchands de l'individu. La richesse d'un pays se mesure autant à la qualité de son éducation, à son accès aux soins garanti, aux conditions d'exercice de la démocratie, au respect de toutes les libertés fondamentales qu'à sa réussite économique et financière.

Ce développement ne saurait être l'apanage d'une génération égoïste, d'un pays recroquevillé ou d'une Europe frileuse. C'est pourquoi il ne peut être que solidaire. Une solidarité entre les citoyens, les contribuables et les salariés à travers une meilleure redistribution des richesses, une plus grande progressivité de l'impôt et une égalité réelle des chances. Une solidarité entre les générations par un financement équitable des retraites, la préservation d'un environnement de qualité et une communauté internationale pacifiée. Une solidarité entre les peuples par une politique migratoire généreuse, une mondialisation active des pratiques démocratiques et un effort sans précédent vers les pays les plus pauvres.

Telles sont les conditions pour faire de ce développement solidaire le bras armé contre le libéralisme mondialisé d'une social-démocratie ambitieuse, conquérante et fière de son identité.

Deux principes doivent guider cette réorganisation continue. Le premier est le pendant juridique du pragmatisme, à savoir le principe de subsidiarité. Le second est le bras armé de l'égalité, c'est le service public.

la subsidiarité

Ce principe consiste à donner la compétence d'agir à l'opérateur qui est en situation de le faire de la manière la plus efficace tout en garantissant une

prenons le temps de clarifier...

Le socialisme libéral

Jean-Marie Bockel est actuellement au Parti Socialiste le tenant du socialisme libéral. Pour une vision enchanteresse de la notion, vous pourrez d'ailleurs vous reporter à la motion qu'il a déposée au Congrès du Mans.

L'héritage historique du socialisme libéral s'ancre dans la pensée sociale des libéraux du XIX^{ème} siècle (Tocqueville en France, Hobhouse en Angleterre, Dewey aux Etats-Unis), ainsi que dans les critiques adressées par Proudhon au communisme et dans les expériences politiques et syndicales du socialisme libertaire. Il se cristallise dans l'Italie des années trente, en opposition à la montée des totalitarismes. La publication du *Socialisme libéral* de Carlo Rosselli deviendra ainsi une référence, de même que la fondation du Parti d'Action.

Profondément marqué par le modèle britannique du *New Labour* ainsi que par les démocrates américains, le socialisme libéral se veut une rupture avec l'Etat providence. Son fondement épistémologique est celui de la " société de risque " : " *les sociaux démocrates doivent modifier leur conception du rapport entre risque et sécurité héritée de l'Etat providence et s'efforcer de développer une société de " preneurs de risques responsables " aussi bien dans les sphères de l'Etat, de la gestion d'entreprise et du marché du travail* " ¹. Se revendiquant d'une " troisième voie " entre le tout marché et le tout Etat, il réduit l'Etat social à un simple investisseur social opérant dans le contexte d'une société encourageant une protection sociale positive.

La critique portée à l'égard du socialisme libéral provient de différentes sensibilités politiques. Les sociaux démocrates scandinaves estiment que cette vision de la répartition des richesses (surtout anglo-saxonne) ne laisse pas suffisamment de place à la négociation collective, pilier de la sociale démocratie européenne. Le socialisme " à la française " rejette le socialisme libéral à différents égards. Pour des raisons historiques d'abord, la prééminence de l'échelon étatique en France constitue un frein important au principe d'un Etat minimal. En effet, quelle que soit la couleur du gouvernement qui le dirige, l'Etat en France est fortement centralisé. Pour des raisons structurelles ensuite, mais qui découlent des premières, les services publics (au sens large) induisent d'importantes charges à la collectivité dont le choix résultant est de les financer par une répartition équitable des richesses. En revanche, le socialisme libéral nécessite un Etat non plus protecteur (providence), mais acteur dans le monde économique (outre les compétences régaliennes) à la différence que son action est " socialisante ". Dès lors, intégré au schéma français, du fait des charges publiques, il ne serait pas en mesure d'être un acteur économique, même " socialisant ".

C'est à juste titre que dans le débat sur la privatisation des services publics, le socialisme libéral se positionne comme une troisième voie. Entre le tout marchand de droite, et le tout Etat d'une partie de la Gauche, il propose une exploitation des services publics selon les strictes règles du marché, mais de façon " socialisée ". Reste à définir la portée de l'adjectif " socialisée "...

¹ Discours de Tony Blair à Paris, 2000.

coordination globale des acteurs.

Ce principe milite pour une remise à plat des compétences de l'ensemble des acteurs, nous devons mettre fin au "millefeuilles institutionnel" et à l'enchevêtrement des compétences qui confinent à l'impuissance et au seul pouvoir du marché. Pour réussir cette nouvelle répartition des pouvoirs, nous ne devons pas oublier que l'essentiel n'est pas de savoir si l'Etat national prétendument seul détenteur de l'intérêt général doit décider de tout ou si, à l'inverse, au nom d'une prétendue démocratie de proximité, il faille laisser décider de la position des centrales nucléaires par les comités de quartier. Aux différents dogmes nous voulons répondre par l'efficacité.

Or aujourd'hui, force est de constater qu'après une décentralisation injuste et contre productive de la Droite, il est urgent de reposer la question simple de qui est le mieux placé pour agir ? En effet, la multiplication des échelons locaux (communes, intercommunalités, départements, régions, structures de coopération...) a rendu difficilement lisible l'action décentralisée. On peut par exemple se poser la question du maintien de l'échelon départemental, du moins en zone urbaine avec le développement des agglomérations et la montée en puissance des régions. De manière générale, nous militerons pour une remise à plat des compétences des uns et des autres sans tabou. Dans un autre registre, n'est-il pas également temps de reposer la question de la répartition des rôles entre les partenaires sociaux et l'Etat ?

En premier lieu, nous sommes conscients qu'avant toute chose il devient urgent de rééquilibrer le rapport de force entre des syndicats de salariés affaiblis et des représentants du patronat omnipotents. En effet si l'Etat a, sous des gouvernements y compris socialistes, pu et même du, intervenir dans des domaines qui sont pour nous du ressort des partenaires sociaux comme la durée du temps de travail, c'est en grande partie pour compenser la faiblesse des forces syndicales des salariés. Or cet affaiblissement s'explique principalement par le manque de légitimité des syndicats jugés non représentatifs. Pour y pallier, nous souhaitons que soit reposée la question du monopole de représentativité des 5 grands, la règle de l'opposabilité d'un accord signé par un seul syndicat représentatif. Ce « big bang » syndical doit être l'occasion d'inverser la tendance du lent déclin syndical français.

En second lieu, nous proposons un partenariat entre partis politiques et syndicats sur le travail, l'emploi, le chômage et la formation. Les intégrant dans les processus décisionnels comme la Sécurité

Sociale Professionnelle, ils recouvrent aux yeux des salariés une légitimité représentative. Ils ne doivent plus être tenus responsables de déficits pour lesquels ils n'ont plus les moyens d'agir, comme par exemple ceux de l'Assurance Maladie. Pour cette dernière nous proposons la constitutionnalisation de sa nationalisation et de son financement par l'impôt.

le service public

Nous sommes attachés à un service public défini tant par ses obligations (accessibilité) et ses principes (gratuité, égalité etc...) que par la nature, publique ou privé, du gestionnaire. Ce principe nous permettra d'éviter les deux pièges traditionnels attachés aux questions de privatisation et de nationalisation.

Le premier est de tomber dans le travers du "tout public" en opposant une position de principe surannée qui consisterait à voir dans la nationalisation, le seul mode de gestion possible des biens collectifs. En bref, le miroir du tout privé idéologique de la Droite, c'est à dire le choix de l'opposition sans avenir gouvernemental. Le deuxième, intimement lié au premier et dans lequel malheureusement les socialistes sont souvent tombés, est d'acquiescer tacitement leur privatisation.

Au dogmatisme, il faut opposer au contraire un choix du type de gestion d'une activité qui doit être au cas par cas : privé lucratif pur, privé lucratif avec obligation de service public, privé non lucratif, mixte ou public. Ce choix doit dépendre du type de l'activité, du contexte social et économique, et des conséquences financières pour l'Etat et les usagers.

Prenons l'exemple des autoroutes. Le choix de la Droit de privatiser totalement les autoroutes apparaîtrait clairement comme une perte financière pour l'Etat à moyen terme (20 milliards d'€ selon Raffarin lui-même), un risque pour les usagers de voir augmenter les tarifs dans une situation de monopole économique, et la perte pour l'Etat d'un levier stratégique en matière d'environnement et d'aménagement du territoire. Les raisons de dénoncer cette option d'une gestion exclusivement privée sont donc pour nous évidentes.

Si la question de la nature du gestionnaire n'est pas déterminante, celle du champ des activités qui doivent être soumises aux règles du service public plutôt qu'aux règles du marché est fondamentale. La question essentielle à nos yeux est celle des contours du Service Public : quelles prérogatives doivent rester dans le monopole étatique, quelle

prenons le temps de clarifier...

le capitalisme

" Régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, n'appartiennent pas, en règle générale, à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail ", Le Petit Robert, 2002.

Si l'on en croit Marx, " bien que les premières ébauches de la production capitaliste aient été faites de bonne heure dans quelques villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste ne date que du XVI^{ème} siècle ". C'est, en effet, " à cette époque (que) se mettent en place les conditions ultérieures de développement du capitalisme : des bourgeoisies bancaires et marchandes disposant à la fois d'immenses fortunes et de réseaux bancaires et financiers ; des Etats nationaux disposant des moyens de conquêtes et de dominations ; une conception du monde valorisant la richesse et l'enrichissement ". L'Occident se retrouve dans un système tout autant économique que politique dans lequel des agents économiques (les entrepreneurs) échangent leur production sur un marché pour en tirer un profit. Cette production est obtenue par la combinaison du capital (les moyens de production) et du travail humain. On oppose alors ceux qui détiennent ces moyens de production (les entrepreneurs) à ceux qui ne détiennent que leur force de travail (les travailleurs).

Le capitalisme a fortement muté au long de son histoire. Ces dernières années ont vu émerger de nombreux changements industriels ayant transformé le cadre classique de l'usine : tertiarisation de l'économie, montée des technologies de l'information et de la communication... La financiarisation du capitalisme a consacré la puissance des actionnaires.

Face à ce capitalisme post-industriel, financier et mondialisé, les réponses ne peuvent être simplement les mêmes que face au capitalisme fordiste. Si l'objectif est inchangé, la promotion d'une plus grande justice sociale, il nous faut renouveler nos propositions et nos perspectives d'actions sur les mécanismes économiques.

Les slogans classiques font du capitalisme l'origine de tous les maux de l'humanité, pourtant il ne semble pas que l'inégalité et l'injustice aient commencé au XVI^{ème} siècle de même qu'elles n'ont pas disparues avec les diverses expériences suppression du capitalisme (URSS et Chine notamment). Le problème ne relève donc pas vraiment de son existence mais plutôt des politiques à mener pour enrayer les multiples maux qu'il produit.

La redistribution des richesses est nécessaire, mais n'est plus suffisante face à la dernière mue du capitalisme. Il est urgent d'agir sur les mécanismes de fonctionnement de la production capitaliste pour les faire évoluer et ainsi réduire l'inégalité en amont, c'est-à-dire avant même que la richesse ne se crée. C'est le sens du socialisme de production. Changement dans la répartition des richesses, dans la production de celles-ci, dans les rapports que le salarié entretient avec l'entreprise et sa direction, protection contre les incertitudes très fortes que cette nouvelle forme de capitalisme génère dans la vie professionnelle doivent être nos objectifs. Mais, parce que le capitalisme est mondialisé, l'action régulatrice ne peut plus se faire uniquement au niveau de l'Etat national, c'est donc une part importante de la régulation qui se joue dans la construction de l'Union Européenne.

délégation au privé créer... Nous posons par exemple le débat sur le service public de l'eau et le transport public européen.

Un autre exemple, la Santé. Les activités de soins appartiennent pour nous jeunes socialistes au champ du service public. Nous combattons l'instauration voulue par la Droite d'une médecine à deux vitesses. Si les opérateurs purement privés y ont leur place, ils doivent être soumis aux mêmes contraintes de service public : accessibilité, gratuité et non discrimination.

Ces deux principes d'action ont déjà inspiré les socialistes par le passé et peuvent encore aujourd'hui nous permettre de changer les outils pour poursuivre dans un monde, qui évolue, notre objectif d'un monde plus juste.

Néanmoins ces principes d'action qui doivent nourrir l'action réparatrice des outils de redistribution ne suffiront pas à enrayer l'explosion des inégalités générées par le capitalisme moderne qui est devenu financier et mondialisé. Nous proposons donc pour le socialisme "de passer à la vitesse supérieure" en élaborant un socialisme de la production.

B - le socialisme de production

En effet jusqu'à présent, nous avons laissé le capitalisme produire la richesse, et nous corrigeons, *a posteriori* les inégalités qu'il produit à travers la redistribution de l'Etat providence. Cette logique exclusive ne fonctionne plus. Les inégalités prolifèrent à nouveau, de nouveaux dégâts - écologiques, stratégiques - sont générés par la mondialisation, il est de plus en plus difficile de les corriger *a posteriori*. L'Etat providence est débordé.

La réparation doit rester au cœur de notre action : ce n'est pas au moment où le capitalisme renforce ses effets pervers qu'il faut baisser la garde. L'effort redistributif de l'Etat providence doit être accru. Mais il faut ajouter un deuxième étage à la fusée : la prévention. Le socialisme ne doit plus seulement corriger *a posteriori* les désordres de l'activité humaine, il doit empêcher leur apparition. Pour cela, il doit les attaquer à la racine. Au sein du système productif : en cela il renoue avec le « socialisme de la production » du 19^{ème} siècle, celui des luttes sociales dans l'entreprise.

Un exemple : Augmenter le pouvoir des salariés dans l'entreprise.

L'entreprise ne doit pas seulement appartenir aux actionnaires mais aussi aux salariés. Ces derniers doivent donc, par le biais de leurs représentants,

avoir un poids réel dans la prise de décision et en particulier en matière de répartition des profits et de choix stratégiques. Nous proposons donc que 30% des droits de vote au sein des Conseils d'Administration des entreprises soient entre les mains des représentants des salariés.

De plus, notre économie ne doit plus être financée uniquement par les marchés boursiers, qui obligent les entreprises à ne raisonner qu'en terme de profits à court terme. Elle doit pouvoir s'appuyer sur des banques de type coopératif respectant des principes citoyens et éthiques. De manière générale, les socialistes doivent décliner partout où c'est possible le principe « un homme, une voix » et donc encourager et soutenir les Sociétés Coopératives Ouvrières et les mutuelles.

Si les socialistes acceptent l'économie de marché, ils ne sauraient réduire toute l'économie au marché. Il faut, à côté de l'économie capitaliste de marché, édifier une économie plurielle, en structurant d'autres logiques économiques : celles des biens publics, de l'économie sociale et solidaire, de l'économie domestique et d'une économie de distribution inconditionnelle de revenus suffisants pour tous.

C - une politique de l'emploi

Face au constat d'échec récurrent des différentes politiques menées depuis les 30 dernières années en matière d'emploi, nous nous devons de réagir très vite. « La lutte contre le chômage » a toujours été, et ce, tant pour la Droite que pour la Gauche, le cheval de bataille des différentes élections. Mais y a-t-il aujourd'hui une véritable politique de l'emploi en France ? La liste des erreurs de la Droite en la matière est longue, nous le savons tous, et les rappeler ne serait ici qu'une énième critique non constructive. Il est nécessaire de proposer à Gauche et de mener une politique de l'emploi claire et ambitieuse.

Le taux de chômage actuel se situe toujours aux alentours des 10% de la population active et sa réduction doit évidemment être l'un des objectifs prioritaires des jeunes socialistes. La réduction du temps de travail mise en place par le gouvernement Jospin dès 1997, a montré son efficacité dans la lutte contre le chômage. Les différents Gouvernements de droite qui se succèdent depuis n'ont cessé de démanteler sans le dire la généralisation de la réduction du temps de travail.

La première tâche des socialistes est donc de lutter pour une véritable généralisation des 35 heures dont de trop nombreux salariés (dans les petites

entreprises principalement) sont toujours privés alors qu'ils pensaient bénéficier de l'extension progressive de cette mesure.

Reprenons donc le chemin de la généralisation des 35 heures et ne partons pas dans une nouvelle phase de réduction du temps de travail, qui ne peut pas être la solution miracle, même si elle doit rester un objectif à atteindre sur le long terme.

Une politique de l'emploi efficace doit être couplée à une véritable politique du maintien et de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. Et cela passe par la revalorisation du SMIC. Non pas une revalorisation « trompe l'œil » qui ne suit pas l'inflation mais une vraie dynamique en faveur des travailleurs.

L'Etat doit se réengager dans l'emploi public : dans de nombreux domaines, la politique de l'emploi est le corollaire nécessaire d'autres objectifs qui doivent être les nôtres. La défense de l'Education Nationale, l'une des priorités de tous les socialistes doit permettre le recrutement de nombreux enseignants (la réduction des effectifs menée depuis plusieurs années, conduit trop souvent à des classes surchargées) et surveillants (notamment dans les zones d'éducation prioritaires). Un meilleur fonctionnement de la justice doit également passer par le recrutement d'urgence de nombreux magistrats, greffiers (ces corps de métiers ne cessent de réclamer une augmentation de leurs effectifs). L'administration pénitentiaire est également un secteur dans lequel un recrutement rapide de nombreux fonctionnaires est indispensable. Le manque de personnel (surveillants et personnels sociaux) dans ces administrations, décrié par tous les syndicats, ne fait que développer la précarité des conditions de détentions dans nos prisons trop souvent épinglées, comme récemment, par le Conseil de l'Europe ou d'autres organisations et présentées comme les « pires d'Europe ».

Concernant la précarité de l'emploi : si le nombre de chômeurs reste trop élevé, le nombre de « travailleurs pauvres » ou dans une situation précaire, ne cesse lui d'augmenter de manière exponentielle. Le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) doit rester la norme. A ce titre la Gauche doit être claire sur le contrat nouvel embauche (CNE) cher au Gouvernement de Dominique de Villepin. Cette nouvelle forme de contrat à durée déterminé, précarisant encore la situation de nombreux salariés, doit disparaître du code du travail.

Nous sommes opposés à un SMIC à 1500 € parce que nous refusons les propositions plus incantatoires que progressistes. Nous proposons quant à nous une

Conférence Générale sur les salaires, tripartite. L'Etat devra en outre favoriser la formation professionnelle tout au long de la vie, protéger les salariés en cas de délocalisation et intervenir concrètement dans ce domaine (micro nationalisations temporaires), encourager la création d'entreprises, mener une véritable politique sociale quant à la réinsertion des chômeurs de longue durée.

Les modalités d'intervention publique développées depuis plusieurs décennies ne correspondent plus aux besoins actuels. La multiplication des délocalisations et des cessations d'activité à vocation boursoière nous oblige à trouver des canaux différents d'intervention, notamment à destination des PME. La Banque européenne d'investissement doit ainsi pouvoir consacrer une partie plus importante de ses ressources à la préservation de l'activité et de l'emploi sur site dans l'Union européenne. En complément de cette intervention communautaire, le fonds public pour le capital-risque de la Caisse des dépôts a vocation à intervenir directement sous forme de capital-risque public afin d'injecter temporairement du capital public dans les entreprises pour les aider à consolider ou à relancer leur activité.

Les Français doivent retrouverons confiance en une Gauche tournée vers l'emploi. Ce que la Droite a cassé, nous nous devons de le reconstruire et de l'approfondir.

3 - un combat démocratique

A - la société des éducations

a) l'égalité réelle dans l'éducation scolaire

Un constat alarmant : 1% des fils d'ouvriers contre 20% des fils d'ingénieur accèdent à une Grande Ecole ; 60 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans qualification. Nous devons analyser l'échec de notre système éducatif actuel. L'école républicaine, censée donner la même chance à tous, semble en réalité reproduire les inégalités éducatives et sociales de génération en génération. L'ascenseur social reste bloqué au sous-sol. Les inégalités de départ (revenu, logement, santé, origine) ont un effet direct sur les résultats scolaires. Les études montrent que la réussite des élèves de milieux ruraux est beaucoup plus incertaine que celle des élèves de milieux citadins. L'inégalité n'est plus seulement sociale ou économique, elle est aussi territoriale.

En outre, si la formation est un atout important pour lutter contre le chômage, elle n'est pas pour

autant le passeport miracle vers un emploi stable et décemment payé. De même, la majorité des lycéens, et plus tard, des étudiants, regrette leur orientation première. Le retour en arrière est souvent difficile, voire impossible.

La Droite tue notre système éducatif. Après plus de trois années au pouvoir, elle n'a rien arrangé : coupes budgétaires sans précédent, postes d'enseignants supprimés, aides éducateurs et surveillants liquidés. De nouveau, elle propose de remettre en cause le service public au profit du privé et laisse s'aggraver les inégalités scolaires. La loi Fillon, qui propose comme objectif l'acquisition d'un socle minimal est en réalité une véritable régression.

Face à ce constat éloquent et sans appel, il devient urgent d'en comprendre les mécanismes. En effet, les enfants destinés à échouer à l'école primaire, au collège, puis à quitter le système scolaire avant les autres sont en grande partie repérables dès le plus jeune âge, dès la maternelle et l'entrée au cours préparatoire, notamment dans la maîtrise du langage. Ils sont massivement issus des milieux les plus modestes : lors des évaluations réalisées en France à l'entrée au CP, les enfants de cadre réussissent près de huit exercices sur dix, les enfants d'ouvrier ou de chômeur à peine six. Ainsi les enfants issus des milieux modestes arrivent à l'école dans un état de santé plus précaire et avec des acquis cognitifs d'emblée beaucoup plus fragiles. Et plus que de les effacer, la progression dans les niveaux scolaires obligatoires les accentue.

une solution, l'égalité réelle

Parce qu'il faut combattre les inégalités à la racine, nous proposons l'égalité réelle dans l'éducation. L'égalité réelle c'est accepter de ne plus être dans l'illusion selon laquelle l'école est intrinsèquement le lieu républicain de l'égalité de tous, qu'elle donne, en tant qu'institution les mêmes chances de réussite à tous.

Tout d'abord, prendre en compte les inégalités à la source suppose que l'action publique commence dès la petite enfance, notamment par la création d'un service public de la petite enfance, qui couvre la généralisation des crèches, les gardes d'enfants, le suivi médical et psychologique.

Ensuite, si le budget de l'Education Nationale doit être augmenté, il doit surtout être mieux réparti. Parce que les inégalités se concentrent avant tout sur les territoires, il est nécessaire et urgent que des moyens conséquents soient consacrés aux territoires qui concentrent le plus les inégalités sociales, économiques et culturelles.

Enfin, il faut favoriser une politique individuelle pour les enfants qui en ont besoin. Car tous les enfants n'éprouvent pas les mêmes difficultés, parce qu'ils n'ont pas tous les mêmes chances de réussite et parce que l'école ne peut aujourd'hui individualiser ni le parcours, ni les difficultés de chaque élève.

une méthode, le droit à l'éducation permanente

La société de l'éducation permanente suppose que la formation et l'éducation ne sont plus liées à l'âge mais à une situation sociale et personnelle. Pourquoi le temps de la formation serait-il nécessairement celui de la post-adolescence ?

L'Etat doit permettre à chacun de se former à tout âge. C'est pourquoi nous sommes défavorables à l'« allocation autonomie jeune » attribuée universellement en fonction de son âge. Celle-ci pose deux problèmes majeurs : d'une part, elle instaure un statut jeune, c'est à dire qu'elle organise un statut juridique en fonction de l'âge et non d'un besoin social. D'autre part elle implique que tous les jeunes ont les mêmes difficultés financières, les mêmes envies, les mêmes projets. Or, la question de l'éducation est davantage liée à une question sociale qu'à une question générationnelle.

C'est pourquoi nous considérons que l'Etat doit à tous un temps de formation quand chacun le souhaite. Nous proposons donc une allocation de formation, ouverte à tous quel que soit l'âge. Ces crédits formation pourraient être pris dès 16 ans et pour une durée minimum de huit ans. Grâce à ce capital de formation garanti par l'Etat, le titulaire peut s'orienter vers une formation longue en bénéficiant d'une aide financière, le montant étant plafonné en fonction des ressources propres. Il peut aussi s'engager dans une formation courte, il garde alors une part de son capital initial en réserve pour le futur. Ainsi, la société offre à chacun la possibilité de construire son propre parcours de formation.

b) l'éducation populaire au cœur de notre combat de socialiste

L'éducation populaire est pour nous une arme au service de la lutte contre les inégalités. Elle doit devenir un véritable service public, un partenaire privilégié et complémentaire de l'Education Nationale. Elle doit devenir l'un des outils majeurs de la lutte contre les inégalités territoriales. En effet, l'Ecole ne peut pas assurer à elle seule la lutte contre les inégalités sociales et économiques. C'est pourquoi l'éducation populaire est un outil aux côtés de l'école pour lutter contre l'échec sco-

laire en favorisant l'épanouissement et l'intégration des adultes et des enfants dans la société.

Pour ce faire, l'accompagnement à la scolarité, branche de l'éducation populaire, joue un rôle primordial. Un grand nombre d'enfants ne trouve pas dans leur environnement familial et social l'appui et les ressources nécessaires pour réussir à l'école. L'ensemble des actions de l'accompagnement à la scolarité vise à combler ces inégalités.

Pourtant l'éducation populaire est en danger. La Droite détruit depuis 2002 le service public d'éducation. Le Gouvernement favorise la prolifération d'entreprises privées de soutien scolaire qui attirent malheureusement de plus en plus de familles défavorisées. Celles-ci tombent dans l'illusion qui consiste à faire croire que payer équivaut à un service de qualité. C'est pourquoi nous proposons que l'éducation populaire devienne un service public gratuit pour tous.

Parce que l'éducation populaire participe à la lutte contre les inégalités territoriales ; parce qu'elle permet de créer un nouveau lien social au sein des quartiers populaires ; parce qu'elle est le garant de la réconciliation entre l'Education Nationale et les familles et qu'elle peut devenir un lieu ressource pour tous ; parce qu'elle est l'une des armes de lutte contre l'individualisme et favorise l'éducation à la citoyenneté, l'éducation populaire doit constituer le fer de lance de nos engagements militants pour les prochaines années. En outre, elle a pour objectif de faire des parents les acteurs de la scolarité de leurs enfants.

Ainsi, elle est la passerelle entre l'Etat, les familles et l'éducation, dont la permanence du lien est indispensable dans notre société.

B - une société fraternelle

La France a trop souffert du délitement de ses liens sociaux. Les politiques menées par la Droite n'ont eu de cesse de privilégier certaines catégories de la population aux dépens de beaucoup d'autres. Ces politiques désastreuses n'ont jamais envisagé le règlement durable de nos difficultés, mais toujours préféré camoufler les symptômes du mal français sous des mesurette illusoire. Face à cette pratique politique arc-boutée sur le clientélisme, les socialistes se doivent de proposer à la France une nouvelle ambition collective. Une telle ambition ne sera possible que si les Français, et tous ceux qui résident sur le territoire national, partagent à nouveau la volonté sincère et indéfectible de vivre ensemble. C'est le contrat que nous proposons. Il nécessite que nous nous mobilisions sur trois fronts

: la réaffirmation de la fraternité laïque, et la revitalisation de la démocratie, rempart essentiel contre l'Extrême droite.

Troisième composante de notre devise, la fraternité est un élément majeur de notre République. Consacrant le lien de solidarité qui unit tous les citoyens, cette idée n'a pas vocation à recevoir une traduction morale ou religieuse, mais constitue la source du concept de solidarité qui, depuis le début du siècle jusqu'aujourd'hui, animé par les forces de Gauche, a permis la réalisation de nombreux mécanismes de socialisation des risques et de redistribution. La politique ainsi que les discours portés par la Droite tendent à faire valoir une conception communautaire de la fraternité.

la fraternité laïque

D'abord, les ressorts traditionnels de la fraternité sont battus en brèche. La volonté de développer un système de santé structuré autour de l'assurance privée, la conception communautariste de la laïcité portée par Sarkozy ont pour conséquence de faire disparaître la fraternité à l'échelle de la nation toute entière pour la confiner au sein des structures intermédiaires que sont les communautés.

Ensuite, la conception moraliste de l'ordre social dicté par la Droite tend à refuser à ceux qui ne produisent pas, à ceux qui ne possèdent pas, à ceux dont les choix sont qualifiés d'« immoraux », une bonne part de leurs droits. La lutte contre ces dérives passe par la mise à l'honneur de la fraternité. Mais une fraternité laïque, débarrassée de ses oripeaux moraux.

Trois domaines doivent particulièrement retenir notre vigilance. Tout d'abord, la France est un pays multiculturel dont les citoyens issus de l'immigration subissent encore de trop nombreuses discriminations. Ensuite, le PaCS a considérablement bouleversé la mentalité de nos concitoyens, mais tous les jours nous constatons que les homosexuel(les) sont à de multiples égards des citoyens de seconde zone. Il est encore malvenu dans le métro parisien de coller des affiches montrant un baiser entre deux homos. Enfin, trente ans après le combat des premières féministes, l'inégalité entre hommes et femmes est patente.

Ces diversités ne sont que des différences formelles qui ne changent en rien ce que nous sommes. Nous jouissons tous d'une égale humanité, d'une égale dignité. Nous sommes tous citoyens, nous faisons partie d'un même ensemble républicain, la tolérance doit être notre ciment.

Ces affirmations sont nécessaires, elles doivent être entendues. Mais elles ne sont à l'évidence pas suffisantes. La Gauche, depuis longtemps milite en faisant de ces slogans des étendards. Il reste qu'aujourd'hui bon nombre de nos concitoyens est victime de discriminations, et il est clair que la montée de cette pesanteur discriminatoire ne favorise pas l'apaisement et le dynamisme de notre pays.

Il est donc temps aujourd'hui de mettre la lutte contre les discriminations au coeur de notre action. Contrairement à la Droite qui n'a répondu au problème que par la création, le 23 avril 2005, d'une Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité totalement déconnectée des réalités. Nous nous devons d'apporter aux victimes de tels agissements une réponse claire, globale et efficace.

Dans la mesure où les discriminations sont aujourd'hui protéiformes, il s'agit de mener une lutte active contre tous les types de discriminations au sein d'un organe chargé de faire respecter la loi. Dès lors, l'étude des pratiques discriminatoires existant à ce jour sur l'ensemble de notre territoire, doit se faire en liaison avec les préfetures, les commissions spécifiques composées de spécialistes issus des services internes de la police nationale, de représentants associatifs, de sociologues... Il s'agit notamment d'assurer une meilleure connaissance des problématiques discriminatoires afin de mieux cerner les actions à mener sur les points relevés. La mise en place de brigades de lutte contre les discriminations à même de constater les multiples infractions par le biais, notamment, d'une judiciarisation du « testing » seront les garants d'une lutte efficace contre les discriminations.

la liberté ordonnée

Le cadre républicain permet de construire une société fondée sur des citoyens libres et responsables de leurs actes. Ce principe de liberté individuelle, doublée de l'exigence de responsabilité jette les bases de ce que peut être, pour nous, socialistes, une société plus sûre. Pour la concrétiser, des principes directeurs de notre action s'imposent.

La doctrine libérale de l'Etat minimum a pour corollaire une politique du « tout répressif », dont nous condamnons les conséquences liberticides. Il faut refuser les analyses morales de la délinquance livrées par la Droite. Celles-ci viennent justifier la pénalisation croissante des pratiques sociales considérées comme déviantes et l'augmentation des motifs d'incarcération. La délinquance n'est que le

révélateur d'un déficit d'intégration et non pas d'une prétendue « crise des valeurs » (quelles valeurs ?) ou encore d'un « effondrement de l'autorité » (du père ? du mari ? du curé ?).

Ainsi entendue, la délinquance est un phénomène social, qui nécessite un traitement politique transversal, associant politique économique, politique de la ville, politique sociale. Un traitement exclusif par les forces de l'ordre ne peut entraîner que radicalisation et fuite en avant.

Nous affirmons donc ici que l'ordre public et social ne peut se réaliser avec succès qu'en produisant dans le même temps de l'autonomie et une « capacité des acteurs à se prendre en charge ». Une politique socialiste de sécurité doit donc subordonner le renforcement de l'Etat pénal à un redéploiement concerté de l'Etat social. Faisons preuve de courage politique et affirmons qu'en matière de sécurité comme ailleurs, la prévention et la gestion de proximité des problèmes sociaux constituent le B.A. BA de toute action publique digne de ce nom, et non pas une marque de naïveté ou de laxisme.

Très concrètement, la mise en œuvre de ces principes permet d'ores et déjà de formuler quelques propositions.

Il faut dans un premier temps, et dans un souci de vérité, affecter les moyens en fonction de la réalité des besoins de sécurité. En effet, en réservant la majeure partie des moyens en forces de l'ordre aux centres-villes, la Droite ne s'attaque qu'à la partie la plus visible des pratiques délinquantes. La pénurie d'effectifs policiers dans les banlieues n'a jamais été aussi criante. En matière de sécurité comme ailleurs, les inégalités demeurent sociales et territoriales.

Il est également indispensable d'introduire de la transversalité dans l'élaboration des politiques locales de sécurité. La sécurité concerne tous les citoyens et acteurs du monde social par les enjeux qu'elle recoupe et les savoirs et savoir-faires qu'elle peut mobiliser. Elle ne doit pas demeurer le monopole des policiers et des experts de la sécurité.

Il est aussi primordial de développer des structures de régulation collective dans les quartiers. L'objectif sera de réintroduire l'ensemble des habitants dans l'espace public local. Les quartiers sont aujourd'hui de véritables déserts politiques et citoyens. Les habitants ont pour la plupart le plus grand mal à trouver un lieu d'investissement citoyen ou simplement un terrain d'expression de leurs revendications. L'absence de dialogue et de

prenons le temps de clarifier...

le libéralisme

" Attitude , doctrine des libéraux, partisans de la liberté politique, de la liberté de conscience. Ensemble des doctrines qui tendent à garantir les libertés individuelles dans la société. Doctrine économique classique prônant la libre entreprise, la libre concurrence et le libre jeu des initiatives individuelles ", Le Petit Robert 2002.

L'idée libérale initiale, telle qu'issue de la philosophie des Lumières, était humaniste, au sens où elle affirmait l'émancipation de l'individu, libre de ses choix, disposant de sa force de travail afin d'acquérir des biens dont la propriété privée devait être garantie. Le libéralisme philosophique doit donc s'analyser comme une rupture avec l'Ancien Régime. De philosophie à l'origine opposée à tout pouvoir absolutiste aussi bien dans le domaine politique qu'économique, le libéralisme s'est transformé au long du XX^{ème} siècle en une doctrine économique largement portée par les partis conservateurs.

Le libéralisme se décline dans tous les domaines : économique, social et politique. Nous ne parlerons ici que de la déclinaison économique, qui selon nous, est celle pour laquelle les socialistes doivent trouver de nouveaux outils de régulation.

Qu'est-ce aujourd'hui que le libéralisme économique ? Il se fonde sur l'héritage de Ricardo et Smith en s'opposant à l'interventionnisme étatique. En effet, le libéralisme ayant ses propres règles, principalement la loi de l'offre et de la demande, la répartition des richesses se fait selon le " laisser-faire, laisser-aller ". Ses tenants actuels prônent donc la dérégulation des marchés (y compris le marché du travail), la baisse des impôts et la privatisation des services publics non régaliens. Son pendant sociétal en devient un projet inacceptable ne laissant comme perspective d'avenir qu'une compétition de chacun contre tous, une société atomisée où l'individu ne s'intéresse qu'à ses intérêts personnels sans se soucier du moindre projet collectif.

En revanche, accepter selon nous, l'importance de l'initiative individuelle et de la création d'entreprise doit se faire en valorisant l'action de la puissance publique. Celle-ci doit avoir toute sa place pour assurer un progrès social, protéger certains domaines tels que l'éducation, la santé ou la culture... encourager l'émergence et le développement de l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations...) qui sont autant de participations citoyennes à l'économie. Le marché et le libre-échange ne doivent pas constituer, comme chez les libéraux une fin en soi, mais un cadre à réguler dans lequel le volontarisme politique doit assurer un développement solidaire.

médiation locale est une importante source de malentendus et de ressentiments. La création d'une structure locale organisant le dialogue entre les résidents eux-mêmes, mais aussi entre résidents et acteurs institutionnels (services sociaux, Mairie, Conseil Général, responsables des offices H.L.M.) doit donc être envisagée. Elle permettra en outre aux adultes de reprendre la main dans la vie locale et de prendre ainsi une part active dans la régulation sociale.

Il nous faut enfin créer une véritable sécurité républicaine. Le recours aux forces de l'ordre est un moyen au service de l'Etat, et non pas une fin en soi. Afin de rappeler à tous cette réalité première et de lutter à la fois contre l'insécurité et le discrédit des forces de l'ordre, il est urgent de créer un véritable service public de sécurité, accessible et simplifié dans sa structure, avec des agents formés différemment. Les forces de police et de gendarmerie devront fusionner dans toutes leurs composantes, prévention, répression et secours, afin d'offrir aux citoyens un interlocuteur unique en matière de sécurité. Un dispositif identique doit être pensé en matière de justice vers sur un meilleur accès au plus grand nombre, provoquant une reprise de confiance en l'institution.

La police de proximité était une idée à approfondir. Synonyme de prévention, elle a été sacrifiée sur l'autel du tout répressif. Mais, plus encore qu'une mission, la proximité et la prévention constituent une philosophie de l'action publique. Il nous faut développer une politique de polyvalence et d'excellence chez les agents de l'ordre, de sorte que tout agent soit « de proximité » et soit également formé aux opérations de répression.

C - le combat contre l'Extrême droite

La lutte contre l'Extrême droite est l'un des grands combats identitaires de la Gauche. Mais force est de constater que la bataille politique menée depuis quelques décennies n'a pas été couronnée de succès. Les dernières élections attestent de la mutation du Front National que la Gauche a tenté de prendre en compte bien tardivement. Elle a trop longtemps considéré que le vote frontiste était un vote dégénéré sans rationalité et a abordé son engagement anti-frontiste comme une bataille culturelle plus que comme une bagarre politique, or les deux sont nécessaires. Le Front National n'est mort ni de ses déchirures internes, ni de ses guerres de succession et encore moins de l'illusion du « Black, blanc, beur ». Il profite de ces temps de troubles internes pour ordonner sa maison au diapason de la société française. Les dirigeants de l'Extrême droite font montre d'une respectabilité

apparente qui les légitime et d'une modernité qui les replace au cœur du jeu démocratique.

Différents éléments sont nécessaires à la baisse électorale et politique du Front National parce que ses électeurs sont variés et leurs attentes diverses. A une situation économique favorable, à la confiance retrouvée entre les politiques et les citoyens, au rassemblement de la Gauche, il faut un militantisme spécifique. Nos campagnes contre l'Extrême droite doivent être double : d'une part, il est primordial de s'attaquer au projet frontiste sous tous ses angles et ne plus se contenter d'une dénonciation globalisante sur le FN. Celui-ci, dans ses différents programmes électoraux soumet un projet de société à la préférence nationale, au retour aux valeurs morales. Il nous promet une France sans culture, sans associations, sans syndicat. La plupart des militants refusaient de se pencher sur le programme électoral du FN au motif que nous les intégrions au système démocratique. Mais le FN s'est inséré lui-même dans le jeu démocratique. Décortiquer ce projet de société et lui opposer une alternative anti-libérale et progressiste est nécessaire.

partie III

un MJS acteur de la gauche

1 - pour une éthique militante

A - le rôle prédominant de la formation

Consacrer l'intégralité de l'orientation politique du MJS dans les deux ans à venir à la campagne présidentielle serait une erreur. Une erreur majeure car ce serait oublier le rôle central que doit avoir notre organisation dans la formation politique de ses adhérents. Dès lors, nous affirmons qu'investir dans une véritable formation tout au long du militantisme bénéficiera à notre organisation au titre de la qualité humaine de nos jeunes camarades, et en terme d'impact qu'à le MJS dans la société. S'il est indéniable qu'en tant que telle l'université permanente est de qualité, deux défauts majeurs s'y confondent pourtant : l'aridité de la diversité culturelle des méthodes développées, et le nombre trop faible de participants relativement au nombre d'adhérents.

Vouloir mettre en oeuvre une formation tout au long du militantisme implique l'évolution de l'université permanente. Davantage que des réunions au niveau national au siège de Solferino, nous devons travailler à ce que ce soit l'échelon régional qui devienne le maillon central de l'université permanente. En décentralisant la formation, nous multiplions à 22 les pôles d'élaboration de savoirs militants. Cela favoriserait l'émergence de pratiques diverses, innovantes, enrichies des cultures locales et dans un second temps transposables dans d'autres régions. L'idée de la régionalisation considère que l'épanouissement de nos camarades passe aussi par une formation de qualité, plurielle, correspondant aux réalités locales des fédérations. Il faut que les comités de coordination régionaux deviennent les lieux d'élaboration de nouvelles pratiques et de nouveaux savoirs militants. La pérennisation et surtout l'amélioration de notre identité de jeunes socialistes, passe par l'intégration des cultures locales dans notre formation.

Aussi, être ambitieux mais réaliste pour l'avenir d'une organisation politique de jeunesse en France, c'est donner plus de place à nos partenaires européens dans la définition de notre identité. Si les camps d'ECOSY sont couronnés de succès chaque été, sur 5500 adhérents ce ne sont toujours que 80 camarades qui nous représentent. Les camps d'été doivent certainement perdurer, mais la question de l'accessibilité est à poser. De plus, nous pensons qu'une semaine par ans ne constitue pas suffisam-

ment le socle d'une culture européenne du socialisme. Créer un comité permanent européen pour la formation, favorisant les échanges entre fédérations européennes tisserait davantage de liens entre les militants. Coupler l'université permanente régionalisée, avec une dynamique européenne d'échanges militants, est pour nous la clef d'une organisation pratiquant l'éthique dans son militantisme.

Que les jeunes socialistes de toutes les régions européennes partagent leurs méthodes de militantisme constitue en soi un objectif politique. Cependant, il faut l'associer à une dimension plus profonde qui incombe à notre volonté personnelle de s'engager dans un mouvement politique. C'est le choix d'une éthique de la responsabilité politique. Ainsi, le MJS doit permettre la transformation des volontés individuelles d'engagement en une éthique collective de la responsabilité politique.

Notre militantisme se doit d'être structurant dans la société. En ce sens, une génération susceptible d'être en responsabilité se doit d'être un laboratoire permanent de la préparation des conditions de possibilité, auprès du peuple, de la transformation sociale. Sur le modèle des grandes réformes pensées dans les années 70 et appliquées en 1997, notre rôle est d'anticiper celles de 2020. En effet, nous devons être une avant-garde idéologique qui pense les réformes de demain, et qui prépare au quotidien la société à les choisir par les urnes. Prenons l'exemple de la question des mœurs, nous savons qu'elle est dans la jeunesse d'une haute importance. Dès lors, nous devons plus encore nous positionner sur la sexualité chez les jeunes, l'usage des drogues, les raves party, l'accroissement des cultures urbaines... C'est aussi ici que nous sommes attendus en faveur de plus de liberté, de plus de reconnaissance par le politique. Certes, notre militantisme doit se préoccuper des problèmes sociaux économiques « classiques » de notre société, mais aussi se pencher sur ce qui concerne principalement la jeunesse, et qui reste tabou à la lumière du jour. Cela contribue à nos yeux aux conditions retrouvées de notre crédibilité politique, c'est à dire de notre pertinence dans le débat social.

B - la place de l'adhérent

Tous les responsables de toutes les sensibilités du mouvement ont un jour annoncé qu'il faudrait accroître le nombre de nos adhérents. Plus que de

le dire, de surcroît si cela fait consensus au MJS, il faut le faire. Et pour bien faire, il faut le préparer dès à présent. Une simple déclaration d'intention politique d'augmenter le nombre de nos militants n'a aucun effet. Nous pensons que c'est par des réformes profondes de notre organisation que nous l'obtiendrons. La méthode que nous proposons est celle du « militantisme d'adhérent ». Aussi deux pistes sont à développer.

D'abord s'inspirer de l'esprit des mouvements d'éducation populaire. Le MJS doit recentrer son action vers la société civile, et nouer des relations avec ses représentants associatifs. On nous dira que l'on travaille déjà avec des mutuelles étudiantes, des syndicats et des associations... Mais quel en est le bilan commun ? Quel projet dans les deux dernières années a été mené à bien avec ces organisations ? Plus que des manifs et des tracts, avons-nous avec eux transformé concrètement la société, à tout le moins une partie de celle-ci ? Avons-nous mis en place une structure cogérée par le MJS et des acteurs de la société civile ayant réellement fait de la transformation sociale de proximité ? Le MJS doit être un mouvement d'éducation populaire, ce qui implique nécessairement un travail partenarial avec d'autres organisations, menant plus que des campagnes, mais aussi et surtout des projets concrets.

Cela nous amène à la seconde piste d'un « militantisme d'adhérent » : Nous proposons d'expérimenter dans quelques fédérations, une politique de services de proximités proposés par le MJS. Que ce soit de l'aide aux devoirs, des clubs culturels, des « bars associatifs » ou de l'aide sociale, des innovations structurantes suivies et soutenues nationalement apporterait une valeur ajoutée indéniable à la place qu'occupe l'adhérent du MJS. L'initiative pourrait être lancée par la direction du MJS mais déclinée par des fédérations test. En effet, l'idée doit être au début soutenue et médiatisée par les moyens nationaux. Définissant en amont les critères du succès ou de l'échec, par exemple la réalisation du projet, l'intégration des partenaires dans sa gestion, l'accroissement des jeunes militants socialistes, il serait procédé à des évaluations lors des Bureau Nationaux suivant des étapes prédéfinies. Sur le modèle de l'expérimentation, il nous serait possible ensuite de généraliser la pratique aux autres fédérations.

Au demeurant, si cette conception de l'éthique militante est souvent partagée par tous, il n'en reste pas moins qu'elle est quasiment absente du bilan de notre organisation. Sans vouloir faire porter la responsabilité de l'inexistence de ces initiatives à un groupe politique, nous soutenons que

c'est par une volonté politique fortement marquée en ce sens que nous pourrions réaliser ce qui n'est encore qu'à l'état de rêve. Nécessitant à terme de profondes réformes dans notre mode de militantisme, nous souhaitons que ces propositions incitent davantage au rassemblement des énergies et à un dépassement des clivages qui nous divisent plutôt qu'à l'opposition systématique. Pour ainsi dire nous préférons mener à bien ces initiatives ensemble que de simplement affirmer une identité alternative. Si nous sommes ferme sur le maigre bilan du MJS concernant cette conception de l'éthique militante, nous proposons tout de même de réaliser ces projets en dépassant les points de rupture traditionnels de nos sensibilités, car c'est aussi cela, pour nous, l'éthique militante.

2 - quel MJS pour 2007 ?

A - les réformes nécessaires

Nous faisons tous le constat de l'utilité d'une grande organisation de jeunesse telle que le MJS. Mais 12 ans après son autonomie, nous devons entamer une seconde étape : sa rénovation. Cette étape doit voir le MJS croître tant en nombre de militants qu'en terme d'influence sur la jeunesse de gauche. Nous voulons donner au MJS pour objectif premier d'être une force de formation politique et le pilier central de l'engagement des jeunes. Ce mandat doit être celui d'un nouveau souffle pour le MJS. Il nous faut être utile au socialisme. Pour cela, nous devons ouvrir d'avantage notre organisation et changer nos pratiques afin de les rendre plus démocratiques et adopter un mode de fonctionnement plus politique. Ayons le courage et l'audace d'engager des réformes au sein du MJS pour que la démocratie interne ait un sens et légitime ainsi notre action. Voici donc les modifications statutaires que nous proposons :

Le changement de notre procédure de congrès par la suppression du texte unique avec la mise en place d'une première phase contributive et une seconde pour fixer des orientations en traitant l'ensemble des contributions ou motions, proposées aux adhérents pour débat, sur un pied d'égalité.

Nous voulons engager une réforme portant sur la décentralisation de compétences du niveau national vers l'échelon local. Il est important d'accroître le travail des Comités de Coordination Régionaux afin qu'ils ne soient plus le simple tremplin de représentation qu'ils sont aujourd'hui. L'université permanente, ainsi que la présentation des motions lors des congrès - tout en conservant une organisation fédérale du vote - pourrait se faire

prenons le temps de clarifier...

la Deuxième Gauche

Chercher à situer dans le paysage politique actuel la Première ou la Deuxième Gauche est une entreprise anachronique. Ainsi, convient-il mieux de parler d'influence de l'une ou de l'autre, sur les personnages politiques actuels du Parti Socialiste. Il nous faut donc se référer à l'histoire, certes récente, pour mieux cerner ces deux façons d'être, antagonistes.

La première n'a de sens qu'à la lumière de la définition de la deuxième. Ainsi, faut-il rattacher le clivage qui oppose la Deuxième Gauche à la Première à la création du Parti Socialiste Unifié, le 3 avril 1960 au Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Sans entrer dans les détails, ce qui anime les fondateurs du PSU répond au refus d'une direction de la SFIO, caution du colonialisme français et incapable de s'opposer au retour de de Gaulle en 1958. Leur volonté des fondateurs du PSU est donc de clarifier la Gauche française sur la guerre d'Algérie et les compromissions du mollétisme.

Le PSU, organe politique phare de la Deuxième Gauche, est un rassemblement de forces qui se combattent ailleurs : chrétiens de gauche, trotskistes, socialistes, anarchistes, radicaux ou communistes. Il est le résultat de la fusion du Parti Socialiste Autonome (créé 1958), de l'Union de la Gauche Socialiste et de Tribune du Communisme. Toujours sous l'angle des organisations, la Deuxième Gauche compte parmi ses bâtisseurs (dès 1964) la Confédération Française et Démocratique du Travail (CFDT), frange laïque et scissionnaire de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC). Si Pierre Mendès France est membre fondateur du PSU, on peut aussi citer parmi les hommes qui l'ont traversé des personnalités telles que Alain Savary, Jacques Sauvageot, Pierre Bérégovoy, Jean Poperen, Gilles Martinet ou encore Charles Piaget. Dans ces années de bouillonnement intellectuel auquel participe activement le PSU, il faut citer le jeune Michel Rocard qui en deviendra le secrétaire national en 1967. L'effervescence de la Deuxième Gauche durera une quinzaine d'années, des années soixante à soixante quinze, jusqu'au ralliement de Rocard et les siens au Parti Socialiste de François Mitterrand, en 1974.

Idéologiquement, la Première Gauche serait jacobine, historiciste et républicaine, recourant davantage à la Loi plutôt qu'au Contrat. Elle est marquée par la culture du pouvoir. S'oppose dès les années soixante une vision plus contractuelle de la politique, faisant plus de place aux nouveaux outils qu'apporte la sociologie dans l'analyse de la société. Dès lors, la Deuxième Gauche se veut plus contractuelle, privilégiant le dialogue social plutôt que la Loi, bien plus axée sur la démocratie que sur une idée figée de la République.

Sur le fond, il reste de la Deuxième Gauche beaucoup de ce que Rocard aura pu mettre en oeuvre quant il était dans un gouvernement de Mitterrand, ou Secrétaire national du PS. Il cite lui-même la décentralisation, la parité (européennes de 1994), le RMI, la paix en Nouvelle-Calédonie ... L'élection au suffrage direct des militants du premier secrétaire national ainsi que des premiers fédéraux, l'autonomie du MJS...

Rocard, mais bien avant Mendès, incarneront pendant de nombreuses années cette conception de la Deuxième Gauche en politique basée sur le " parler vrai ", sur la morale dans l'usage du pouvoir quitte à le refuser, plutôt que de se lancer à perte dans son acquisition...

dans un cadre régional.

Le principe d'une adhésion simplifiée, reconduite automatiquement chaque année et offrant la possibilité de mettre à jour sa cotisation avant la date définitive de centralisation des cartes.

La mise en place de référendums militants à l'initiative d'au moins dix fédérations.

La limitation du cumul des mandats internes dans le temps.

Le renforcement du droit à l'information : les responsables nationaux doivent avoir accès aux coordonnées des animateurs fédéraux et connaissance du nombre d'adhérents pour chaque fédération. Ces informations doivent être communiquées à chaque Conseil National. Dans le même sens, nous souhaitons la création d'une liste de diffusion entre les membres du Bureau National et l'ensemble des animateurs fédéraux.

La réforme des procédures de contrôle des votes pour l'ensemble des scrutins internes au MJS (présentation d'un document justifiant l'identité).

B - rassemblons !

Des revendications sociales aux débouchés politiques

Depuis plus de trois ans, les mobilisations sociales s'accroissent. Le gouvernement n'a pas écouté les urnes, il n'entend toujours pas la rue. Ces mouvements sociaux n'ont jamais trouvé de débouchés politiques. Les contestations, nombreuses, sont fondées sur l'opposition aux mesures gouvernementales. Elles n'ont pas suscité une mobilisation positive, force de propositions et de solutions alternatives à la politique de la droite au pouvoir. La Gauche en général et le PS en particulier, cherchent leur voie et s'engagent dans la définition d'un projet à proposer aux Français. Tel est l'objectif des socialistes dans les mois qui viennent.

Le mouvement social et les forces politiques, notamment le PS, n'agissent pas dans des champs séparés. Les syndicats et associations diverses pèsent sur le terrain social par leur action quotidienne, mais ils ne peuvent peser durablement sur la scène politique du fait de leur diversité. Seuls les partis politiques peuvent proposer une perspective d'ensemble, garantir la cohérence des revendications et assurer une grande représentativité en fédérant l'ensemble des énergies. Notre rôle n'est pas de simplement transcrire les revendications sociales mais de les transformer en revendications politiques.

Impulser la démarche de rassemblement

Après notre congrès, il sera primordial pour nous de s'atteler au rassemblement de toute la Gauche. Sans nous laisser bercer par la rengaine démagogique des partisans d'une révolution qui promet plus qu'elle ne pourra apporter, il nous appartient d'écouter, de dialoguer sans démentir notre volonté de transformation sociale et de franchise. Une organisation telle que le MJS doit être un lieu dans lequel ces revendications sont réfléchies, tout en ayant une prise de distance par rapport aux intérêts particuliers. La bonne articulation entre partis de gauche et organisations du mouvement social doit se faire dans le respect des fonctions de chacun. Ainsi nous pensons qu'il sera nécessaire d'organiser un espace de travail avec nos partenaires afin d'en dégager des convergences idéologiques.

Même si nos parcours, nos histoires et nos références militantes diffèrent, nous devons enfin dépasser ces divergences pour avancer ensemble parce que nous sommes guidés par les mêmes exigences de transformation sociale. C'est en affirmant son orientation résolument réformiste, seule capable de répondre aux exigences de la société actuelle, que le MJS peut devenir le moteur du rassemblement de toute la Gauche politique, associative et syndicale. L'actualité montre que certains se réfugient dans la radicalité ; nous devons convaincre et axer nos efforts dans la redéfinition de notre rôle avec une méthode simple à mettre en oeuvre : la discussion, le débat.

Le rassemblement ne peut se faire dans un cartel d'organisations, mais réside dans un contenu solide. Une simple proposition tactique ne suffit pas. Une gauche durable passe par une gauche unie créant les conditions des succès futurs grâce à une offre politique s'inscrivant dans la durée.

C - les combats militants du MJS pour 2007

Le rôle d'une organisation politique qui revendique la transformation sociale est de préparer et de mettre en oeuvre les conditions d'un changement durable. Pour ce faire le MJS devra travailler tous les jours à ce que la société soit prête à accueillir les réformes à venir. Nos combats militants pour 2007 doivent s'appuyer sur une priorité : redonner confiance à nos concitoyens, redonner confiance en la politique en leur proposant un avenir collectif. Pour le faire nous avons une méthode, le réformisme.

Un récent sondage fait ressurgir les vieux démons : 78% des Français n'ont plus confiance en leurs représentants et en la politique telle qu'elle est

actuellement pratiquée. C'est le fruit de la désillusion, de la démagogie, du populisme. Notre combat de demain doit être la lutte contre l'utilisation du populisme en politique. Si notre socialisme nous pousse à nous mobiliser contre la droite, notre méthode réformiste doit nous pousser à investir les lieux d'élaboration de la conscience collective, trop souvent - et même récemment - abandonnés aux extrêmes. Ce combat contre le populisme doit se décliner en deux temps :

D'abord nous devons lutter contre l'extrême droite et la droite nationaliste. Accepter de se remettre en cause est indispensable, s'y refuser serait le meilleur moyen de voir se reproduire les échecs et les traumatismes du passé. Nous n'avons pas su anticiper la transformation du FN, traditionnel parti contestataire, en un parti nationaliste institutionnalisé, nous nous sommes trompés et le 21 avril 2002 est venu sanctionner notre suffisance. « Plus jamais ça » fut notre slogan des semaines qui suivirent, il doit rester celui des mois à venir. Notre militantisme doit être à la hauteur du danger. Nous ne pouvons rester passifs.

Dès maintenant une campagne nationale contre le FN et l'ensemble de la droite nationaliste doit être lancée, relayée par les membres des collectifs fédéraux en charge de la lutte contre le FN.

Ensuite, nous devons lutter contre la recevabilité des arguments populistes. Le populisme de droite est traditionnel, le populisme de gauche nous est préjudiciable. Ses tenants surfent à des fins électorales, sur toutes les peurs, les mécontentements. Surenchères après surenchères, l'illusion est entretenue mais devient rapidement désillusion, réduisant encore plus la confiance de la population en la politique et de sa capacité à changer la vie. D'ici 2007, il nous faudra inhiber la recevabilité par les citoyens de ces arguments populistes en leur donnant la perspective de lendemains qui chantent avec cette exigence de vérité qui caractérise notre éthique politique. En ce sens, notre action doit se centrer sur l'éducation citoyenne. A ce titre nous proposons d'engager :

Une grande campagne nationale d'engagement citoyen incitant notamment à l'inscription sur les listes électorales.

Une campagne pour la limitation du cumul des mandats dans le temps pour permettre l'accès à tous à la politique et que chaque citoyen se sente acteur de la cité : réinvestir le local, réarticuler la politique

Réfléchir avec nos partenaires de la jeune gauche à une plate forme commune pour les élections de

2007 en initiant un forum sur les 10 priorités des organisations de jeunesse.

conclusion

Une page est tournée, reprenons nos combats...

Le dernier Congrès de Lamoura fut difficile pour nos camarades et notamment pour les plus jeunes. Nous avons vécu une blessure politique et humaine. Nous avons connu les heures les plus noires de cette organisation, nous avons fait les frais de ce qu'il y a de pire en politique : la trahison, le manque de respect et l'humiliation. Et pourtant, nous sommes restés, convaincus qu'un jour, nos camarades trouveraient au MJS une maison commune. Nous sommes restés et nous avons choisi de déposer ce texte alternatif à celui de la majorité, déterminés à défendre, une nouvelle fois, notre orientation politique. Nous attendons de tous les camarades de l'organisation une ambition collective : ne plus jamais revivre ce Congrès. La politique est un art, noble et ardu. Soyons fiers de le servir et d'être les artisans de la transformation sociale, ensemble, avec nos divergences qui ne sont, si on le choisit, que nos richesses.

Défendre une orientation alternative n'est pas une attaque en règle contre la majorité, même si nos divergences sont nombreuses, ce n'est en aucun cas remettre en cause le travail des militants dans les fédérations. Défendre une orientation c'est se découvrir, c'est proposer, c'est assumer. Nous irons devant les militants débattre de la sociale démocratie, de l'emploi, de l'éducation, de l'avenir de l'Europe, des missions et des responsabilités de la Gauche, du rôle du MJS dans les mois à venir...

Nous aimons le débat et serons prêts à de longues réunions, ensemble dans toutes les fédérations pour donner du sens à notre engagement, à nos combats, à nos idées.

« Il ne faut avoir aucun regret pour le passé, aucun remords pour le présent, et une confiance inébranlable pour l'avenir ».

Jean Jaurès

Plan d'action national

Partie 1

Engagement d'action n° 1

Nous demandons des Assises extraordinaires d'ECOSY pour continuer la bataille européenne. Les jeunes socialistes européens doivent élaborer une Charte de dix batailles politiques pour l'Europe. Nous proposons une campagne pédagogique sur l'Europe, son histoire, ses objectifs, ses valeurs, son fonctionnement mais aussi les améliorations qu'elle a déjà apportées.

Engagement d'action n° 2

Nous proposons que le MJS soit à l'initiative d'une réforme d'ECOSY pour en faire une véritable structure militante, plus fédérale et plus accessible.

Nous proposons dans ce cadre que chaque fédération du MJS soit jumelée avec un ou des pays membres de l'Union Européenne.

Engagement d'action n° 3

Nous proposons que le MJS mène une réflexion avec la IUSY sur la mondialisation, les rapports Nord/Sud et le développement durable, réflexions devant aboutir à des campagnes communes.

Engagement d'action n° 4

Le MJS doit initier un jumelage actif (financier, matériel) avec un (ou plusieurs) pays en voie de développement.

Engagement d'action n° 5

Nous proposons que le MJS lance une pétition avec les organisations politiques, syndicales et associatives de gauche sur la rénovation de la vie publique, notamment sur le non-cumul des mandats, dans le nombre et le temps, ainsi qu'une réflexion sur la durée des mandats et le statut de l'élu.

Engagement d'action n° 6

Chaque fédération doit avoir accès à l'ensemble des tracts fédéraux qui pourraient par exemple mis en ligne sur le site du national afin de créer une dynamique inter-fédérale. Ceci peut passer aussi par le biais d'une liste de diffusion entre les membres du Bureau National et les Animateurs fédéraux.

Partie 2

Engagement d'action n° 7

Le MJS doit lancer avec l'IUSY une campagne pour la production de rétroviraux et d'antipaludiques génériques afin de les fournir gratuitement, avec la logistique nécessaire, aux pays les plus touchés.

Engagement d'action n° 8

Le droit de vote des étrangers à toutes les élections doit devenir une réalité en France. Le MJS doit mettre en place une grande campagne en faveur de l'égalité des droits des étrangers vivant sur notre territoire. Nous devons définir ce que serait pour nous un contrat d'intégration, établir les devoirs de l'Etat envers les étrangers, tels que la définition des critères de régularisation des sans-papiers, la modification des critères pour les droits de séjour qui sont encore beaucoup trop stricts, la gratuité de cours de français, les aides spécifiques au logement et à la recherche d'emploi.

Engagement d'action n° 9

Nous proposons que le MJS prenne l'initiative de lancer un grand forum militant sur l'éducation avec les partenaires de la jeune gauche et les acteurs du monde associatif pour répondre aux mesures du gouvernement ; ceci afin de pouvoir lancer un manifeste commun pour une éducation permanente.

Engagement d'action n° 10

Le MJS doit être à l'initiative d'un contrat autonomie jeune multiforme - financier, aide de conseillers spécifiques dans la formation - afin de venir en aide aux jeunes en difficulté. Ce contrat doit prendre en compte la situation financière des jeunes et leur situation familiale.

Engagement d'action n° 11

Le MJS doit lancer une grande campagne pour en faveur du droit à l'homoparentalité.

Engagement d'action n° 12

Le MJS doit relancer la mise en place des comités de vigilance nationaux et locaux pour mutualiser les initiatives et lutter contre la montée en puissance de l'extrême droite.

Engagement d'action n° 13

Le MJS doit réfléchir à une campagne pédagogique dénonçant l'idéologie du FN et ses conséquences pour les citoyens, campagne relayée au quotidien sur le terrain.

Engagement d'action n° 14

Le MJS doit lancer une campagne à destination de tous les responsables publics (services publics, Etat, collectivités) pour demander la non brevetabilité des logiciels et favoriser l'utilisation de logiciels libres pour leur service.

Partie 3

Engagement d'action n° 15

Nous proposons que le MJS soutienne l'implantation et la pérennisation des structures d'éducation populaire et la création de " maisons d'échanges et de savoirs " dans les différentes communes.

Engagement d'action n° 16

Le besoin de formation de nos adhérents doit rester une priorité. Les Comités de Coordination Régionaux doivent assurer cette tâche en collaboration directe avec les fédérations. L'Université permanente doit être régionalisée, et utilisée comme un réel outil de formation local. Un rapprochement avec la Fondation Jean Jaurès - au niveau de la culture politique - pourrait être lancé.

Engagement d'action n° 17

Dans le but de rénover notre organisation nous demandons entre autres :

La mise en place de référendums militants à l'initiative d'au moins dix fédérations.

La limitation du cumul des mandats internes dans le temps.

Le renforcement du droit à l'information : les responsables nationaux doivent avoir accès aux coordonnées des animateurs fédéraux et connaissance du nombre d'adhérents pour chaque fédération.

Engagement d'action n° 18

Nous proposons que soit favorisée la communication de notre organisation avec les structures de démocratie participative et les réseaux associatifs. Dans cette logique, une lettre mensuelle, faisant état des initiatives communes et de notre activité militante, pourrait leur être transmise.

Engagement d'action n° 19

Dans la perspective des élections de 2007, le MJS doit initier des discussions avec nos partenaires politiques afin de trouver un terrain d'entente pour de futures campagnes communes. Démarches qui doivent être pérennisées sur le long terme.

Engagement d'action n° 20

Nous organiserons une grande campagne nationale d'engagement citoyen incitant notamment à l'inscription sur les listes électorales.

Nous nous engageons à réfléchir avec nos partenaires de la jeune gauche à une plate-forme commune pour les élections de 2007 en initiant un forum sur les 10 priorités des organisations de jeunesse.